
Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

120, Rue Lafayette, Paris

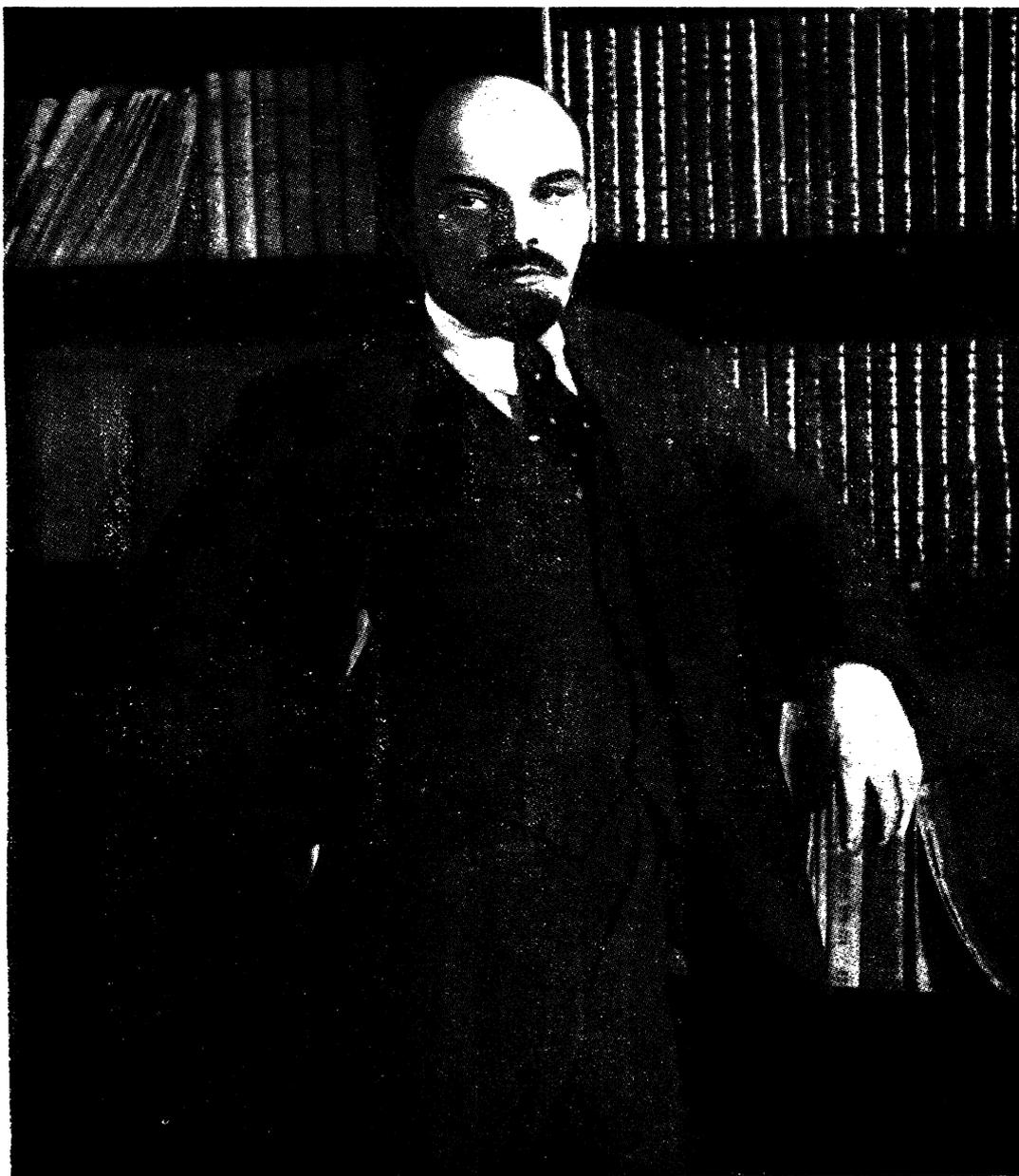
Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

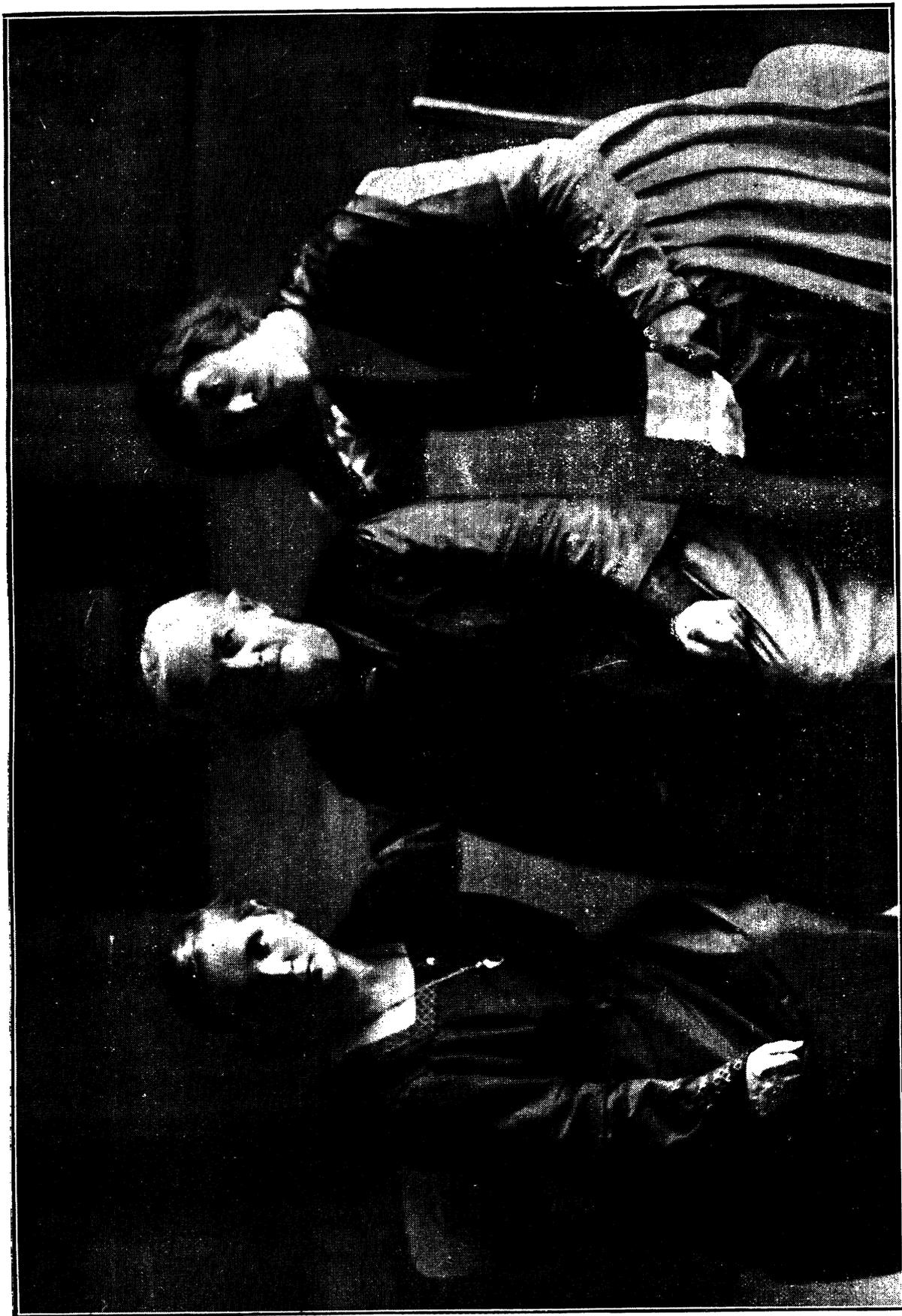
L'Horreur et la Pitié au service de la Contre-Révolution (*Amédée Dunois*) — La Semaine Politique (*C.-E. Labrousse*). — Robespierre (*Albert Mathiez*). — Discours de *Bordiga* au Congrès de Marseille.

Bibliographie : A Contre-Courant : Communisme et Pacifisme (*Lénine et Zinoviev*). — Comment devient on Communiste (*Ch. Massart*). — Bibliothèque Communiste.



N. LÉNINE

LES MILITANTES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE



Liliina - Clara Zetkin - Alexandra Kollontai

L'horreur et la pitié au service de la Contre - Révolution

A mesure que nous nous rapprochons de la date à laquelle s'ouvrira la Conférence de Gênes, la réaction internationale redouble de fureur envers la Révolution russe. N'ayant pu empêcher cette rencontre historique, dont on ne voit guère de précédent dans le passé que les Conférences qui, en 1795, à Bâle, aboutirent à la reconnaissance de la République française, rouge du sang à peine séché de quelques milliers de conspirateurs, par les gouvernements monarchiques de Prusse et d'Espagne — la réaction internationale, dont la guerre a transféré le siège au Quai d'Orsay, s'évertue à jeter sur la Russie rouge le discrédit et l'opprobre. Il faut à tout prix que ceux qui représenteront à Gênes la République des Soviets apparaissent à l'opinion publique épouvantée, non pas comme les chefs d'un ordre social nouveau s'imposant par leurs vertus au respect de tous les hommes, mais comme les plus grands criminels de l'histoire.

En 1918, au lendemain du traité de Brest-Litovsk, quand il devint évident que la République soviétique ne s'effondrerait pas d'elle-même, comme les kerenskystes et mencheviks l'avaient inlassablement prophétisé, il n'était question dans la presse européenne que de l'ignominie des bolcheviks. Lénine, Trotsky, Racovsky n'étaient que des *agents* au service de l'Allemagne, des traîtres salariés et cupides qui n'avaient pas craint de livrer la Russie, et avec elle toutes les puissances de l'Entente aux ambitions illimitées de l'impérialisme allemand. On en avait la preuve, sous forme de « documents irréfutables » qu'on faisait circuler dans toutes les rédactions. En France, un certain Bernard Taft en présentait quelques-uns aux lecteurs horrifiés du *Petit Parisien*. Mais le lecteur français, né malin, flaira la forfaiture et ledit Bernard Taft dut rengainer ses documents. Il est vrai que, quelques mois plus tard, les mêmes « documents », considérablement augmentés, franchissaient allègrement l'Atlantique et que de grands organes capitalistes américains — la *New-York Tribune* et le *New-York Times* entre autres — n'hésitaient pas à les jeter en pâture à la gourmandise de leur public. Des manchettes sensationnelles accompagnaient le déballage : « *Lénine et Trotsky à la solde des Huns* » ; « *la Révolution bolcheviste préparée à Berlin* » ;

« *la trahison de la Russie achetée par le Kaiser 25 millions de livres* », etc., etc...

Mais tout finit par se savoir. Un beau matin, les bons Yankees apprirent que les fameux documents dont on les avait si abondamment régalez (il y en avait environ soixante-dix) avaient été fabriqués de toutes pièces par des faussaires sans vergogne. Et la presse bourgeoise s'étant mise, le plus naturellement du monde, à parler d'autre chose, on ne tarda pas à oublier les « documents américains ».

Au reste, à ce moment, ce n'était plus, il faut bien le dire, sur la fraude et la calomnie que l'on comptait pour extirper de la terre le bolchevisme exécré. C'était sur l'assassinat. Les socialistes révolutionnaires de droite organisaient contre les chefs bolcheviks des attentats absolument semblables à ceux qu'ils avaient perpétrés jadis contre les Sipiaguine, les Plehve, le grand-duc Serge. Lénine, par bonheur, échappa, mais Ouritsky et plus tard Voladarsky périrent. — Et puis il apparut assez vite que l'assassinat lui-même n'aurait pas raison du régime, mais qu'il y faudrait des armées — et des milliards. Koltchak, Denikine, Youdénitch, Petlioura, Wrangel, se mirent successivement à la solde de l'Entente : successivement aussi ils furent taillés en pièces par cette glorieuse armée rouge, qui n'est autre chose que la révolution en armes et à laquelle nous n'exprimerons jamais assez notre reconnaissance infinie. C'est alors, et seulement alors, que l'Angleterre, qui ne s'obstine jamais plus longtemps qu'il ne faut dans l'erreur, se décida à traiter avec les Soviets. On connaît la suite. Nous voici aujourd'hui, par la volonté de Lloyd George, à la veille de la Conférence de Gênes.

La contre-révolution, cependant, ne se résigne pas. Mais la violence ayant lamentablement fait faillite et les cordons de la bourse de l'Entente s'étant resserrés sans pitié, les contre-révolutionnaires n'ont plus à leur disposition que le mensonge et la calomnie. Ils en usent sans modération ni retenue.

L'autre jour, un certain professeur Eck, qui se prétend, bien entendu, socialiste et qui, de l'Université de Pétrograd où il enseignait du temps de Nicolas, est passé à l'Université très réactionnaire de Gand, parlait à la Société des Ingénieurs de Bruxelles. Il décrivait avec force détails la situation tragique dans laquelle

se débat la Russie et concluait à l'impossibilité manifeste d'un relèvement quelconque de ce grand pays, tant qu'y subsisterait le pouvoir des Soviets. Celui-ci, en effet, n'est pas organisé pour la production, mais pour le terrorisme exclusivement ! Et le savant professeur citait ici des chiffres que j'emprunte à l'*Humanité*, qui les a elle-même empruntés au *Temps*.

En quatre ans, la *Tcheka* aurait fait exécuter en Russie un million six cent soixante-dix-huit mille cinq cent soixante-huit citoyens (1 million 678.568). Ce chiffre fantastique se décompose comme suit : 28 évêques, 1.215 prêtres, 6.575 professeurs, 8.800 médecins, 54 officiers, 260.000 soldats, 15.600 gendarmes, 325.000 intellectuels (1), 192.350 ouvriers, 815.000 paysans.

Ce n'est pas tout. Il y a actuellement dans les prisons bolchevistes 850.000 détenus politiques : le record, diraient les sportsmen ! On aimerait à savoir de l'éminent professeur où la *Tcheka* peut bien fourrer tout ce monde-là !

Il va sans dire que ces statistiques effarantes ne méritent que le mépris. Nous n'avons pas ici, dans le pays de la Révolution française, des Jacobins et de la Terreur, à justifier la Révolution russe d'avoir versé le sang de ses ennemis. Elle l'a versé par nécessité et non par appétit sanguinaire, et plus d'un innocent peut-être a payé pour les coupables. Ce n'est pas à ceux qui, pour abattre la concurrence allemande ont souillé les champs de bataille européens du sang de quinze millions d'infortunés — qui tous étaient, eux, innocents ! — qu'il appartient de faire la petite bouche devant les quelques milliers d'exécutions qui ont répondu, en Russie, aux attentats, aux conspirations, aux expéditions militaires, à toutes les criminelles menées de la contre-révolution. Car nous disons quelques milliers et, non comme le calomniateur de Bruxelles, près de dix-sept cent mille.

Mensonge encore, mensonge non moins ignoble, la nouvelle qui, dimanche, s'étalait dans le *Temps* (2), et qui nous montrait Bela Kun frappé d'aliénation mentale et faisant exécuter, avant d'être interné dans un asile, « plus de 7.000 soldats dans un seul district, au cours de la même semaine ». En présence d'énormités pareilles, on ne sait s'il faut rire ou s'il faut s'indigner.

Les ennemis de la Révolution russe sont habiles à jouer contre elle de tous les sentiments. Les bourgeois sont les virtuoses de l'horreur ; les mencheviks, eux, recourent de

préférence à la pitié. Mais la pitié et l'horreur concourent au même but qui est de jeter l'opprobre sur la révolution prolétarienne et de détourner d'elle l'amour des masses abusées.

Il y a actuellement dans les prisons russes quelques dizaines de chefs socialistes-révolutionnaires de droite dont la justice soviétique s'apprête à faire le procès. Grand branle-bas au sein du menchevisme international qui, prenant fait et cause pour les Gotz, les Donskoi et consorts — comme il a pris fait et cause pour cette Géorgie mercenaire dont les Tseretelli et les Tcheidzé travaillaient à faire une autre Pologne, c'est-à-dire une colonie capitaliste anglo-française — dénonce aux travailleurs du monde entier la barbarie du gouvernement des Soviets. Le *Peuple* et le *Populaire* jettent tous les matins feu et flamme. On a fait intervenir Anatole France qui, mal informé, a consenti à rédiger une supplique qu'on a télégraphiée ensuite aux quatre points cardinaux ; on a sollicité — en vain — tel autre grand écrivain... Ah ! la campagne est adroitement menée. Elle n'atteindra pas toutefois le but qu'elle se propose : elle ne désarmera pas, sous prétexte d'humanité, la révolution russe.

Les travailleurs reconnaissent à la révolution russe le droit de se défendre. Ils savent que ce n'est pas sa faute si, pacifique et débonnaire par essence, elle a constitué une armée rouge contre ses ennemis de l'extérieur et recouru à la terreur contre ses ennemis de l'intérieur. Ce n'est ni « Lénine » ni « Trotsky » qui ont commencé, c'est l'Entente avec ses Tchéco-Slovaques, dès 1918 ; ce sont les socialistes-révolutionnaires avec leurs « détachements volants » armés, contre Lénine et Trotsky de pistolets et de mausers. Il est avéré que le Comité Central du Parti socialiste-révolutionnaire était au courant des faits et gestes des Fanny Kaplan et des Serguiev ; la justice soviétique décidera du sort des accusés, sans que nous ayons à intervenir autrement que pour rétablir, sur les faits de la cause, la vérité dénaturée.

Des utopistes seuls ont pu croire aux révolutions idylliques. Hélas ! les révolutions, quelles qu'elles soient, n'ont rien des berquinades : elles s'enfantent inévitablement dans le sang et la mort. La Révolution russe, encerclée, assaillie par un monde d'ennemis, a dû réprimer, par la force des armes et des lois, les complots tramés contre son existence. Lui refuser ce droit de répression équivaut à lui refuser hypocritement le droit de vivre.

Et c'est bien là l'idée de derrière la tête des ennemis, bourgeois et mencheviks, de la Révolution russe. Mais nous sommes avertis, et nous mettons en garde le prolétariat.

Amédée DUNOIS.

(1) Qu'est-ce que peuvent bien être ces 325.000 intellectuels qui ne sont ni des professeurs ni des médecins ? — Des avocats ?...

(2) Qui l'avait empruntée aux *Basler Nachrichten*.

La Semaine Politique

Une surprise

Une trentaine de députés ont été appelés à décider, à la suite de quelques séances du matin, du sort des mines de potasse d'Alsace. On sait quel est l'enjeu : des richesses dont on a pu estimer la valeur globale à 150 milliards et dont les bénéfices annuels d'exploitation s'élèveront à 1 milliard.

L'affaire n'a pas été enlevée aussi lestement qu'on aurait pu le croire. Par un vote inattendu, la Chambre a repoussé le projet de la commission et du gouvernement. Il faut reconnaître qu'une sérieuse bataille lui a été livrée et que, en dehors des communistes et des dissidents, toute une fraction de la représentation bourgeoise l'a vivement combattu. Simple prudence électorale : les intérêts les plus évidents de l'agriculture française étaient en question.

Voici comment la question s'est posée.

Trois projets avaient été présentés.

1° Le projet du gouvernement, dépeçant en trois parties les mines d'Alsace, et en attribuant chacune à une société amodiataire ; il permettait à l'agriculture française le contrôle du prix de revient de la potasse extraite de ces mines ; il ne lui donnait, par contre, aucune garantie quant à la destination de la potasse — qui n'eût pas manqué d'être enlevée au prix fort par les marchés étrangers, au grand dam de l'agriculture nationale ;

2° Le projet Mistral, déclarant « propriété inaliénable de la nation française les biens, droits et intérêts sur les mines de potasse d'Alsace acquis ou à acquérir par l'Etat, soit par rachat, soit de toute autre façon » ;

3° Le projet Lesaché, consacrant le principe de l'amodiation unique et dont l'auteur a ainsi exposé la substance :

En premier lieu, ce projet consacre le principe de la société unique. Nous estimons, en effet, que c'est la seule manière d'exploiter les mines d'Alsace à un prix de revient modéré.

En second lieu, ce projet prévoit des dispositions destinées à assurer une part de la concession à chacun des groupes d'intérêts respectables qui aspirent à y participer et à prévoir l'absorption de ces groupes par les groupes voisins. A cet effet, nous proposons, pour l'élection du conseil d'administration, des modalités telles que chacun de ces groupes ait un nombre d'administrateurs proportionné à l'importance des capitaux qu'il a engagés.

En troisième lieu, une disposition est prévue pour que l'agriculture française obtienne, par priorité, la totalité de la potasse nécessaire à ses besoins.

Enfin, nous considérons que le prix de vente maximum doit être fixé par le ministre de l'Agriculture, après avis d'une commission dans laquelle

les différents intérêts, producteurs et consommateurs, se sont représentés.

En fait, la discussion a porté principalement sur trois questions :

Amodiera-t-on les mines de potasse ?

Si on les amodie, sera-ce à une société unique ou à plusieurs sociétés ?

L'agriculture française obtiendra-t-elle, par priorité, toute la potasse nécessaire à ses besoins ?

Il n'y avait pas, évidemment, à nourrir d'illusions sur la réponse que la Chambre bourgeoise destinait à la première question. Le contre-projet Mistral a été rejeté par 443 voix contre 103.

Par contre, les deux autres questions ont donné lieu à un long débat. Les partisans de l'amodiation unique n'ont pas eu de peine à faire valoir les grands avantages économiques de leur thèse. Les mêmes hommes réclamaient une priorité, en faveur de l'agriculture française, sur la potasse extraite des mines alsaciennes.

A l'étonnement de beaucoup, cette thèse de prudence l'a emporté contre la thèse de la spéculation soutenue par le gouvernement.

Victoire de principe, d'ailleurs. C'est seulement dans les semaines qui vont suivre que la Chambre aura à consacrer cette victoire au cours de la discussion des articles. C'est égal... Les axiomes de l'économie libérale reniés en cette occasion solennelle par la Chambre du 16 novembre... Faut-il que les saints principes de l'orthodoxie économique soient assez du siècle dernier !

La bourgeoisie chez le Gouvernement

Hommes d'affaires et parlementaires d'affaires ont été reçus ces jours-ci par le président du Conseil. Leur délégation comprenait, en dehors de représentants de l'Union des intérêts économiques, de la Confédération des groupes commerciaux et industriels, de la Fédération des commerçants détaillants, etc... des parlementaires, sénateurs ou députés, de toutes les nuances de l'opinion bourgeoise. La religion était elle-même représentée par le pasteur Soulier.

M. Billiet, mandataire près le Sénat de l'Union des intérêts économiques, dont il est le vice-président, a précisé ainsi le but de sa démarche :

Deux faits provoquent notre démarche auprès de vous. Tout d'abord le décret relatif à l'organisation des mercuriales pris par le ministre de

l'Agriculture et le projet de loi de M. Chéron organisant les pouvoirs des préfets en matière de taxation ; ensuite, les déclarations faites par M. Peyronnet, à la Commission du Travail de la Chambre, et qui ont vivement ému les industriels français. Selon les communiqués publiés, M. Peyronnet aurait dit que la loi de huit heures n'aurait pas produit les effets dont on se plaignait dans les chemins de fer, les mines et la marine marchande. Nous voudrions croire que le décret et le projet de la loi sont des actes tout personnels du ministre de l'Agriculture, et que les paroles du ministre du Travail ont été rapportées inexac-tement ou ses intentions mal interprétées par les bureaux. Si ces faits ne reflètent pas la pensée complète du gouvernement, ils ne sauraient avoir pour nous la gravité que nous leur prêtons.

Si l'on en croit la *Journée Industrielle*, M. Poincaré aurait donné à ses visiteurs tous les apaisements. Il a déclaré — ce dont on se doutait, à vrai dire — que « le gouvernement est partisan de la liberté commerciale et n'a pas l'intention d'inquiéter quiconque ». Il a ajouté « qu'effectivement, la législation restrictive de la guerre paraissait se prolonger exagérément ». De tels euphémismes n'ont de secrets pour personne.

A M. Darcy, président de la Confédération générale de la Production, exposant que la loi de huit heures était la grande responsable de la crise économique et qu'il importait d'arriver à la compression des prix, non par la compression du profit, mais par celle des salaires, le président du Conseil a tenu les plus rassurants propos : « Les déclarations, a-t-il dit, qui ont été prêtées à propos des huit heures au ministre du Travail ne reflètent nullement la pensée du ministre ni la pensée du gouvernement. » Sans doute, il serait imprudent d'abroger la loi. Mais, sans l'abroger, on peut y déroger...

Les dispositions de la loi du 23 avril 1919 sont très souples. Elles permettent de tenir compte de toutes les nécessités économiques. Elles prévoient, en outre, la possibilité de paliers pour l'application progressive du nouveau régime ; les ouvriers eux-mêmes s'y attendaient.

Rien ne s'oppose donc à ce qu'on adapte la loi aux circonstances actuelles, par le jeu de toutes les dérogations et de tous les paliers qu'elle autorise, de façon à permettre à l'industrie de surmonter la crise.

Le président du Conseil est un homme de parole. M. Darcy, à qui il multipliait les plus complaisantes promesses, avait notamment demandé que, dans le calcul des huit heures, entrassent seulement les heures de travail effectif et non les heures de présence.

Quelques jours après la visite des délégués de la bourgeoisie à la présidence du Conseil, le ministre des Travaux publics annonçait à la commission du Travail de la Chambre son intention d'appliquer les huit heures dans les chemins de fer en tenant compte, non pas de la présence, mais du travail effectif...

Un certain Marx qualifiait jadis les gouvernements de « comités administratifs des affaires de la classe bourgeoise ».

Ordre bourgeois

Nous avons présenté ici même, dans un des derniers numéros de 1921 des critiques obligatoires sur la manière vraiment un peu simple dont M. Doumer « équilibrait » le budget de l'exercice actuellement en cours. On se rappelle, notamment, qu'impuissant à trouver des ressources nouvelles et à comprimer les dépenses, il décréta soudainement que ses évaluations de recettes étaient trop faibles. En forçant le chiffre de ces évaluations, il obtint les sommes indispensables à la réalisation, sur le papier, de l'équilibre budgétaire.

Les événements n'ont pas tardé à porter des coups retentissants à son fragile échafaudage. On s'en est aperçu en constatant, en janvier, de très sensibles moins-values budgétaires.

Les résultats de février n'ont pas été plus favorables.

En ce qui concerne les impôts et revenus indirects, le Trésor a encaissé 1.892.000.000 francs, soit une somme inférieure de plus de 320 millions aux évaluations budgétaires.

En prenant comme éléments de calcul les déficits de janvier et de février, on s'attend, au ministère des Finances, à un déficit d'au moins 5 milliards pour l'ensemble de l'exercice en cours et pour le seul budget ordinaire.

La bourgeoisie conservatrice a voulu, en réalité, à l'intérieur et à l'extérieur, un budget de propagande : il n'était pas besoin de l'attendre aux résultats pour dénoncer son bluff et son imposture.

..

Veut-on savoir, d'ailleurs, comment la bourgeoisie applique l'impôt-fiction sur le revenu ?

Le tableau ci-dessous indique, pour les exercices 1921 et 1922, le montant des rôles émis et les recouvrements effectués à la date du 28 février 1922 (non compris ceux d'Alsace et de Lorraine) :

	Rôles émis	Recouvrements
1920.....	1.308.805.400	1.127.736.200
1921.....	2.792.257.500	1.332.303.200
Total.....	4.101.062.900	2.460.039.400

Ainsi, pour 1921, plus de 50 % des rôles émis n'ont pas été recouverts...

Tel est le sort des impôts démocratiques dans un pays où la politique fiscale est une des répressions les plus accomplies et les plus concrètes de l'esprit de classe.

G.-E. LABROUSSE.

**SECOURONS NOS
FRÈRES DE RUSSIE**

ROBESPIERRE (1)

Citoyens, aucun homme d'Etat de la Révolution n'a été plus populaire pendant sa vie que celui que les contemporains surnommèrent dès la Constituante du beau nom d'Incorruptible, aucun pourtant n'a été plus tristement calomnié après sa mort ni plus basement outragé. On imprime couramment, jusque dans les livres scolaires qui servent à l'éducation des enfants de l'école laïque, qu'il fut un préfixe calomniateur, un mystique assassin, un hypocrite sanguinaire, un ambitieux sans scrupules, on lui dénie jusqu'au talent, jusqu'à l'éloquence. On en fait un cerveau médiocre, une âme retrécie. Quand ces gentillesse s'étalent sous la plume d'académiciens, d'écrivains bien pensants, de remparts de l'ordre établi, cela s'explique, il est naturel que Robespierre, qui a incarné la démocratie la plus hardie et qui l'a fait triompher tant qu'il a vécu, soit toujours poursuivi par la haine des ennemis de la justice et du progrès. Qu'il soit méconnu aussi par les professionnels de la politique, qui ne voient dans la Révolution qu'une réclame électorale, que ceux-ci raillent sa vertu qui les importune, qu'ils essaient de salir sa radieuse mémoire, cela s'explique encore. Danton fait bien mieux leur affaire et trop d'entre eux sont poursuivis par le spectre de Banco. Mais que des historiens qui prétendent au titre de savants, que des professeurs de Sorbonne qui se disent et qui se croient peut-être des démocrates, fassent leur partie dans ce concert, voilà qui étonnerait et qui scandaliserait si on ne réfléchissait pas que les historiens eux-mêmes sont de leur temps, qu'ils cèdent aux passions et à la mode du jour et que bien peu sont capables de rendre à la vérité un hommage impartial et désintéressé.

Vous n'attendez pas de moi que je réponde ici à tous ces beaux esprits. J'ai réfuté ailleurs et en détail, dans les 13 volumes des *Annales révolutionnaires* et dans mes différents ouvrages, les plus notoires de leurs erreurs et de leurs impostures. Mes démonstrations sont restées sans réplique, et je peux dire que j'ai réduit l'adversaire au silence. La vérité aura son jour, qui est proche, puisqu'aussi bien j'ai pu constater déjà que la plupart de mes conclusions ont été adoptées par l'historien qui a signé l'an dernier le volume de la Convention dans la collection de l'Histoire de France, publiée chez Hachette, je veux parler de mon collègue de Strasbourg, M. Georges Pariset.

Laissons donc ces polémiques. Le temps fera son œuvre, et efforçons-nous seulement, ce soir, de retracer sommairement la vie du plus grand de tous les révolutionnaires, en marquant au passage les services inoubtables qu'il a rendus à la cause qui nous est chère.

La jeunesse

Il est né à Arras en 1758 d'une famille modeste. Son père était avocat sans fortune, sa mère fille d'un brasseur. Il a connu de près le peuple, et le malheur l'en a encore rapproché.

A l'âge de 6 ans, il a perdu sa mère, à 8 ans il a perdu son père qui, désespéré, quitta le pays,

(1) Conférence faite à la salle Printania, sous les auspices de l'Ustica, le 22 février 1922.

sans qu'on le revit. L'aîné de deux sœurs et d'un frère, il était orphelin et chef de famille à un âge où on joue encore aux billes. De là vint sans doute le sérieux de son caractère et le profond sentiment du devoir qui en fut le trait dominant. Doué d'une sensibilité très vive, d'un naturel plein de douceur, la souffrance des autres lui faisait mal. Il adorait les bêtes. Il pleura quand sa sœur Charlotte laissa mourir, par négligence, son pigeon favori. Pendant que son frère et ses sœurs étaient recueillis par son grand-père, le brasseur Carraut, et par ses tantes, il faisait, grâce à une bourse de l'abbaye de St-Waast, d'excellentes études au collège Louis-le-Grand, à Paris, et il s'attirait l'amitié de ses camarades et l'estime de ses maîtres. Ses études terminées, il quitta le collège avec le certificat le plus flatteur, qu'accompagnait une gratification de 600 livres, la plus élevée qui avait jamais été accordée à ses condisciples. Le collège était si content de lui qu'il continua sa bourse à son frère Augustin.

C'est vers ce moment que Robespierre eut avec J.-J. Rousseau, à Ermenonville, un entretien qui laissa dans son esprit une trace ineffaçable. « Je t'ai vu, dans les derniers jours, a-t-il écrit plus tard, en parlant de l'immortel auteur du *Contrat social*, et ce souvenir est pour moi la source d'une joie orgueilleuse, j'ai contemplant les traits augustes, j'y ai vu l'empreinte des noirs chagrins auxquels t'avaient condamné les injustices des hommes. Dès lors j'ai compris toutes les peines d'une noble vie qui se dévoue au culte de la vérité. Elles ne m'ont pas effrayé. La conscience d'avoir voulu le bien de ses semblables est le salaire de l'homme vertueux ; vient ensuite la reconnaissance des peuples qui environne sa mémoire des honneurs que lui ont déniés ses contemporains. Comme je voudrais acheter ces biens au prix d'une vie laborieuse, au prix même d'un trépas prématuré ! » Tout l'homme est déjà dans ce cri de l'adolescent. Il se dévouera à l'idéal tracé par Jean-Jacques et déjà il prévoit qu'il laissera la vie dans la lutte.

Avocat au barreau d'Arras, il fut vite entouré d'une réputation de talent et d'intégrité. Il refusait de plaider les mauvaises causes. Il faisait, à l'occasion, dans ses plaidoyers, le procès des abus de l'ancien régime, des lettres de cachet, par exemple. Un de ses plaidoyers qu'il prononça pour défendre contre la malveillance et la routine un homme de progrès qui avait installé un paratonnerre sur sa maison eut un grand retentissement et fut signalé avec éloges jusque dans la presse parisienne. L'Académie d'Arras s'empressait de lui ouvrir ses portes dès 1783. Il avait 25 ans. Dans son discours de réception, il s'élevait avec force contre le préjugé qui fait rejettir sur les parents d'un criminel l'infamie attachée à son supplice. Ce discours, remanié et complété, fut couronné peu après par l'Académie de Metz. Il rédigeait ensuite tout un mémoire pour protester contre l'odieuse législation qui privait les bâtards de la succession de leurs parents. Il écrivait encore l'éloge du président Dunaty, le bon juge de cette époque, qui s'était rendu célèbre en dénonçant plusieurs erreurs judiciaires, et il attaqua avec force la jurisprudence criminelle, « qui semble, disait, avoir été

faite pour un peuple barbare ». Il louait enfin Dupaty « d'avoir fixé surtout ses regards sur cette classe malheureuse de citoyens qui n'est comptée pour rien dans la société, tandis qu'elle lui prodigue ses peines et ses sueurs, que l'opulence regarde avec dédain, que l'orgueil appelle la lie du peuple ».

Bref, il tenait le serment qu'il s'était fait à lui-même après son entrevue avec Jean-Jacques. Il combattait au premier rang les iniquités de la société, il préparait les esprits à la Révolution prochaine et il voulait la faire tourner, non au profit de la bourgeoisie, mais du peuple.

Tout absorbé qu'il fût par son apostolat, il n'avait rien de l'ascète rigide et perdu dans le rêve qu'on s'est plu à imaginer. Il était jeune et il connut les joies de la jeunesse. Il y avait à Arras une société de bons vivants et de gais buveurs qui se réunissaient de temps en temps pour vider sous un berceau de roses quelques coupes de vin rosé en récitant des vers légers. Robespierre figura parmi ces Rosati. Avec eux, il taquina la muse amoureuse et bachique. Des sols et des ignorants ont prétendu qu'il aurait eu pour la femme une sorte de répulsion instinctive. Quelle erreur ! Il recherchait, au contraire, la société du beau sexe, et c'est parmi les femmes qu'il compta jusqu'à la fin ses plus ferventes admiratrices. A l'une d'elles il décochait ce joli madrigal :

Crois-moi, jeune et belle Ophélie,
Quoi qu'en dise le monde et malgré ton miroir,
Contente d'être belle et de n'en rien savoir,
Garde toujours ta modestie.
Sur le pouvoir de tes appas
Demeure toujours alarmée.
Tu n'en seras que mieux aimée
Si tu crains de ne l'être pas.

Ses poésies de jeunesse, qui ont été conservées, forment tout un petit volume. Ses succès auprès des dames étaient si connus qu'un de ses confrères des Rosati, M. de Fosseux, qui sera maire d'Arras sous la Révolution, les rappelait ainsi un jour : « Robespierre n'ouvre la bouche que pour faire entendre les accents de l'éloquence. Avec quel plaisir on l'écoute ! On ne peut pas s'empêcher de le croire fait pour siéger parmi les Rosati, quand on le voit se mêler parmi les pastourelles du canton et animer leurs danses par sa présence. C'est le dieu de l'éloquence qui se familiarise parmi les mortelles et qui, sous le costume d'un berger, laisse encore apercevoir les rayons de la divinité. » Voilà ce que pensait de Robespierre, de son talent et de son caractère, à la veille de la Révolution, un des hommes les plus importants de l'Artois.

Heureusement, Robespierre n'était pas de ces hommes qui oublient leur devoir au fond d'une coupe de champagne ou aux pieds des pastourelles ! Quand s'ouvrit la crise de 89 qu'il attendait, il était prêt. Il se jeta dans la bataille avec une belle résolution. Contre les privilégiés il multiplia les brochures hardies et convaincantes, tel son *Appel à la Nation artésienne* qui eut deux éditions au début de la campagne électorale, tel son *Avis aux habitants des campagnes* où il disait aux paysans : « Vous, nourriciers de la patrie, vous, sur les bras de qui, en dernière analyse, pèsent tous les impôts, songez à secouer l'oppression qui vous accable ! » Alors que tous les écrivains du Tiers-Etat mettaient leur plume au service de la bourgeoisie, lui, toujours fidèle à la pensée de Jean-Jacques, il allait droit au 4^{me} Etat, à ceux qui produisent et qui peinent. C'est un fait significatif qu'en même temps qu'il essayait de galvaniser les paysans, il rédigeait le cahier des doléances des savetiers d'Arras. Ce cahier est tout entier de son écriture. Quand

s'ouvrirent les élections, à l'assemblée du Tiers d'Arras, il releva vertement un échevin de la ville — c'était justement son ami Dubois de Fosseux — qui avait plaisanté le savetier Lantillette : « Eh quoi ! avait dit l'échevin, Lantillette pourra donc être aussi mayeur ? » Pour Robespierre le savetier Lantillette, délégué par sa corporation, était l'égal en dignité des bourgeois les plus huppés et il leur était supérieur en utilité. Personne plus que Robespierre n'eut conscience de l'éminente dignité des travailleurs, et à cette date c'était une grande nouveauté. Quelques jours plus tard, les ordres privilégiés de l'Artois ayant averti le Tiers-Etat assemblé qu'ils renonçaient à leurs privilèges pécuniaires, comme le lieutenant général du bailliage qui présidait proposait d'envoyer une députation aux nobles et aux prêtres pour les remercier de leur sacrifice volontaire, Robespierre se leva et fit écarter la motion en disant qu'on ne devait point de remerciements à des gens qui n'avaient fait que renoncer à des abus en restituant au peuple ce qui lui appartenait. Quoi d'étonnant dès lors que les paysans et les artisans de l'Artois enthousiasmés, ravis d'avoir trouvé un défenseur tout à eux, l'aient choisi, malgré son jeune âge, il avait à peine 31 ans, pour les représenter aux Etats généraux ?

La Constituante

Jamais confiance ne fut mieux placée. A la Constituante, il prit position en avant de la Révolution. Il répéta sans cesse, avec un esprit de suite et une ténacité qui en imposèrent, que l'œuvre de la Révolution ne devait pas se borner à remplacer une classe par une autre, les privilégiés de la naissance par les privilégiés de la fortune. Dans toutes les circonstances, il prit le parti de ceux qui n'étaient pas représentés dans l'assemblée bourgeoise, de ceux qu'on appelait alors les Sans-Culottes, parce qu'ils portaient le pantalon, et que nous appelons aujourd'hui les prolétaires.

Avec un courage indomptable il dénonça les violations répétées des principes de la Déclaration des droits que l'Assemblée commettait dans leur application. Dès le mois d'octobre 1789, il protesta contre la distinction des Français en citoyens actifs, seuls pourvus du droit de vote parce que seuls en état de payer des impôts déterminés et en citoyens passifs, exclus de la cité parce qu'ils ne possédaient que leur travail. Ses discours contre le marc d'argent, c'est-à-dire contre la somme d'impôt fixée pour être éligible, furent réimprimés dans toute la France. Nulle campagne ne le popularisa davantage. La société des indigents amis de la Constitution lui vota des félicitations enthousiastes.

L'Assemblée réserva la garde nationale à la seule bourgeoisie. Mais Robespierre réclama des armes pour le peuple. Il voulut ouvrir à tous les citoyens cette garde nationale qui était l'armée de la Révolution. C'était plus hardi, estime Jaurès, que de leur accorder le droit de grève, car, comme l'a dit Blanqui, « qui a du fer a du pain ».

Déjà, quand la Constituante avait voté, à la fin d'octobre 89, la terrible loi martiale pour réprimer les troubles provoqués par le haut prix des subsistances, Robespierre s'était efforcé d'empêcher la bourgeoisie de se servir de ses armes contre le peuple affamé et désarmé qui demandait du pain.

Bien entendu, l'Assemblée ne le suivit pas davantage quand il lui proposa d'ordonner une enquête sur les usurpations de biens communaux que les seigneurs avaient commises en vertu du droit de triage.

A maintes reprises, il prit la défense des cané-

diens et des juifs, de tous les parias de la société. Il fut assez heureux pour faire décider que le droit d'aînesse serait aboli et que désormais les enfants auraient un droit égal à l'héritage de leurs parents. A cette occasion il laissa entrevoir le système social de ses rêves : « Législateurs, disait-il, vous n'avez rien fait pour la liberté si vos lois ne tendent pas à diminuer, par des moyens doux et efficaces, l'extrême inégalité des fortunes ». Il comprenait que l'égalité politique est peu de chose sans l'égalité sociale.

A force d'éloquence et de logique il parvint à empêcher l'Assemblée d'enlever aux citoyens passifs le droit de pétition. « Je défendrai surtout les plus pauvres, s'écriait-il le 7 mai 1791. Plus un homme est faible et malheureux, plus il a besoin du droit de pétition ! »

La préoccupation sociale qui, dès cette époque, était chez lui la dominante, ne cachait pas à Robespierre les problèmes politiques. Jaurès a bien vu que loin d'avoir été un simple doctrinaire, amoureux de logique, il fut au contraire un homme d'Etat très réaliste, attentif aux moindres événements ; qu'il n'avait rien d'un utopiste, ni d'un esprit vague. Comprenant que les privilégiés allaient s'abriter derrière la prérogative royale pour esquiver un retour offensif, il s'appliqua à réduire au minimum les pouvoirs laissés au roi par la Constitution. Il combattit avec énergie le veto. A toutes les crises décisives, on le voit intervenir. Au matin du 5 octobre 1789, quand l'émeute des femmes parisiennes est déjà en marche sur Versailles, il prononça une véhémence attaque contre le roi qui avait refusé de sanctionner les arrêtés du 4 août et la Déclaration des Droits. Il fit décider que le veto royal ne pourrait s'appliquer aux lois constitutionnelles, et peu après, quand Maillard, à la tête des femmes, parut à la barre de l'Assemblée, ce fut encore Robespierre qui appuya ses revendications. Il n'avait donc pas peur de se solidariser avec l'émeute, quand l'émeute commençait à peine et quand on ignorait encore si elle triompherait !

Quand éclatèrent, quelques mois plus tard, les mutineries militaires provoquées par les brimades des officiers, tous nobles, contre les soldats, tous roturiers, Robespierre prit encore hautement ses responsabilités. Alors que ses amis du côté gauche se contentaient d'exiger des officiers un serment civique, il demanda, lui, le licenciement de tous les officiers nobles et la reconstitution de l'armée sur une base démocratique. Quand on réforma les conseils de guerre, il demanda qu'ils ne fussent pas composés uniquement d'officiers, mais par partie d'officiers et de soldats. « L'accusé, disait-il, devait être jugé par ses pairs. » Aucun révolutionnaire n'eut au même degré la défiance de la caste militaire. Il disait que de toutes les aristocraties, une seule avait été épargnée par la Révolution : celle des officiers. Il disait encore que « l'esprit de despotisme et de domination est naturel aux militaires de tous les pays ».

On peut dire sans exagération que sa clairvoyance politique ne fut jamais en défaut. Il comprit de bonne heure que les meneurs du côté gauche de la Constituante : les Adrien Duport, les Lameth et Barnave, les triumvirs, étaient perdus pour la Révolution le jour où il les vit s'efforcer d'enlever le droit politique aux hommes de couleur libres dans les colonies. Ils avaient été ses amis : il n'hésita pas à rompre avec eux et il dénonça dès lors leurs trahisons avec une vigueur admirable. Il devina leurs ambitions et leur rapproche-

ment secret avec la Cour et, pour y couper court, il fit voter, le 16 mai 1791, par un discours merveilleux de logique et de passion, l'exclusion de tous les Constituants de l'Assemblée suivante. Les triumvirs ne lui pardonnèrent pas ce coup terrible. Mais Robespierre ne faisait pas partie de la République des camarades. La fuite de Louis XVI à Varennes ne le prit pas au dépourvu. Alors que la plupart se désolaient et gémissaient, le soir même du 21 juin, il s'écriait joyeusement aux Jacobins : « Ce n'est pas à moi que la fuite du premier fonctionnaire public devait paraître un événement désastreux. Ce jour pouvait être le plus beau de la Révolution. Il peut le devenir encore, et le gain de 40 millions d'entretien que coûtait l'individu royal serait le moindre des bienfaits de cette journée ». Et il se mit à dénoncer « le lâche et grossier mensonge » par lequel l'Assemblée apeurée avait appris à la France que le roi ne s'était pas enfui, mais avait été « enlevé ». Nul doute que Robespierre eût été heureux que le roi parjure parvint à gagner la frontière. Sa colère fut vive quand il vit les triumvirs proposer de le remettre sur le trône. Il prononça, le 14 juillet 1791, contre l'inviolabilité royale, un discours qu'un juge, qui n'est pas suspect de partialité, M. Aulard, considère comme « un des plus puissants que la Constituante ait entendus ». Il y demandait que le peuple fût consulté sur la question du maintien de la royauté et du jugement de Louis XVI. Trois jours plus tard, les républicains qui signaient au Champ de Mars une pétition contre Louis XVI étaient massacrés par la garde nationale bourgeoise commandée par Lafayette et Bailly. Pendant la petite Terreur qui suivit le massacre, Robespierre fut admirable de fermeté et de courage. Presque seul de tous les députés, il resta aux Jacobins. Il les anima de son énergie, il les empêcha de se dissoudre, et il dénonça à la France les manœuvres et les trahisons des Lameth et des Barnave, passés au service de la Cour. Grâce à ses efforts, les Feuillants ne purent réussir à faire subir à la Constitution la transformation profonde qu'ils avaient méditée et promise au roi. Quand l'Assemblée se sépara, Robespierre était devenu le vrai chef, le chef reconnu du parti démocratique. Sa popularité était déjà immense. Les Parisiens dételèrent sa voiture le dernier jour de la Constituante et le portèrent en triomphe. Les gens d'Arras et les gardes nationales de l'Artois allèrent à sa rencontre jusqu'à Bapaume et lui offrirent une couronne civique. Ses concitoyens illuminèrent leurs maisons quand il rentra au foyer. Ce n'était pas seulement le peuple, qu'il avait défendu de toute son âme, qui l'adorait, mais la bourgeoisie révolutionnaire elle-même mettait en lui ses plus fermes espoirs. Le jeune Saint-Just, encore inconnu, lui avait écrit dès le 19 août 1790, de son village de l'Oise : « Je ne vous connais pas, mais vous êtes un grand homme. Vous n'êtes pas seulement le député d'une province, vous êtes celui de l'humanité et de la république ». Mme Roland, qui le déchirera plus tard dans ses Mémoires, lui vouait alors une admiration sans bornes, dont témoignent ses lettres intimes. Mme de Chalabre, une femme fortunée, enthousiaste de la Révolution, l'attirait dans sa maison et entretenait avec lui une correspondance suivie. Son nom était devenu, pour les Jacobins de toute la France, le symbole de la justice. On jouait, sur le théâtre Molière, une pièce où Roban et Condé, les chefs des émigrés, étaient foudroyés par Robespierre aux applaudissements frénétiques des spectateurs.

La Législative et la guerre

Les Girondins, à la suite de Brissot, précipitent la Révolution dans la guerre et servent inconsciemment les secrets desseins de la Cour. Robespierre accourt d'Arras pour lutter aux Jacobins contre cette politique imprudente au bout de laquelle il aperçoit la misère et la dictature militaire. G. Michon vous a dit avec quelle énergie et quelle clairvoyance il essaya de remonter un courant malheureusement irrésistible. Il perça à jour les intrigues et les ambitions des Girondins qui rêvaient, par la guerre, d'imposer au roi des ministres de leur choix. Il dévoila leurs rapports suspects avec Narbonne et avec Lafayette, avec la Cour elle-même. Contre Lafayette, qui restait l'arme au pied à la frontière au lieu d'envahir la Belgique dégarnie de troupes et qui négociait secrètement avec les Autrichiens, il mena, dans son journal le *Défenseur de la Constitution* une campagne admirable. Les Girondins le couvrirent d'injures et de diffamations. Il persista et l'événement le justifia. Quittant brusquement son armée après le 20 juin, Lafayette se présenta à la barre de l'Assemblée pour lui dicter ses ordres et la sommer de dissoudre les Jacobins.

Longtemps, Robespierre avait fait confiance à la Législative. Longtemps, il avait cru que la Constitution de 1791 lui offrait assez de ressources pour briser légalement les complots de la Cour et des généraux. Il avait intitulé son journal le *Défenseur de la Constitution* et il avait écrit dans son premier numéro : « Est-ce dans les mots de république et de monarchie que réside la solution du grand problème social ? », voulant signifier par là que ce qui lui importait, c'était moins la forme politique que la réalité démocratique. N'avait-il pas vu des fayettistes notoires, membres du Club aristocratique de 1789, comme le duc du Châtelet, comme Condorcet, faire une bruyante adhésion à la république après Varennes ? Une république, où l'oligarchie bourgeoise aurait gouverné, ne lui paraissait pas préférable à une monarchie populaire pourvue d'institutions sociales.

Mais, au début de juillet 1792, quand il vit que, décidément, l'Assemblée n'osait pas frapper Lafayette ni imposer à la Cour les mesures de salut public qui seules pouvaient sauver la France ; quand il fut bien convaincu que les Girondins ne brandissaient contre le roi que des foudres de carton et qu'ils voulaient seulement l'intimider pour lui imposer le rappel de leurs créatures, les ministres renvoyés le 12 juin, Robespierre, pour couper court à l'intrigue, pour enlever à Lafayette le commandement de son armée et au roi la faculté de continuer ses trahisons, lança aux Jacobins l'idée de la déchéance, et il réclama la convocation d'une Assemblée nouvelle, la Convention, qu'il voulut faire élire au suffrage universel. Par là, dit Jaurès, il témoigna d'un grand sens révolutionnaire. Ouvertement, il prépara l'insurrection du 10 août. C'est lui qui rédigea l'adresse des Jacobins aux Fédérés accourus des départements. C'est lui encore qui rédigea les pétitions de ces mêmes Fédérés à l'Assemblée pour demander la déchéance du roi. Il harangua les Fédérés et les invite à sauver l'Etat. La provocation était si flagrante que le ministre de la Justice dénonça Robespierre à l'accusateur public et demanda contre lui des poursuites. Mais l'Incorruptible n'était pas homme à se laisser intimider. Le Directoire secret des Fédérés, qui prépara l'insurrection, se réunissait dans la maison du menuisier Duplay où il logeait lui-même. Pendant que les Girondins, à la veille même de l'insurrection, négociaient en-

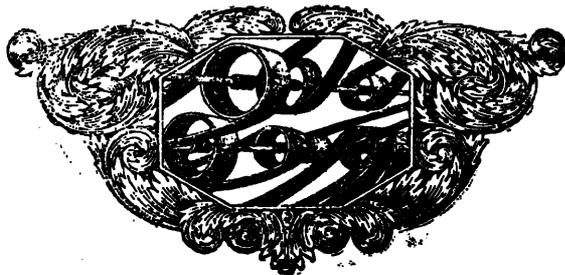
core avec la Cour, pendant que Brissot, le 25 juillet, menaçait, à la tribune de l'Assemblée, les républicains du glaive de la loi ; pendant que Isnard et Brissot demandaient, à la réunion des députés girondins, que Robespierre fût traduit devant la Haute Cour ; pendant que Pétion se rendait chez ce dernier, le 7 août, pour l'inviter à empêcher l'insurrection ; pendant que Danton quittait Paris pour Arcis-sur-Aube et ne rentrait dans la capitale que le 9 août au soir, Robespierre, jour et nuit, restait sur la brèche. La chute de la royauté, la convocation de la Convention, furent son œuvre. Pendant que le canon grondait autour des Tuileries, il s'était tenu tout près en permanence aux Jacobins, où il prit longuement la parole le jour même du 10 août. Cela n'empêchera pas Vergniaud de l'accuser plus tard de s'être caché dans sa cave ! Calomnie absurde qui a fait son chemin. Vergniaud, lui, avait présidé l'Assemblée et il s'était efforcé de son mieux de sauvegarder les droits de la royauté, et son ami Guadet avait fait décréter la nomination d'un gouverneur au prince royal.

Mais les contemporains savaient le rôle prépondérant que Robespierre avait joué dans ces mémorables événements. Quand la Commune fit frapper une médaille en mémoire du grand jour du 10 août, elle prit un arrêté particulier pour la décerner à Robespierre. Elle ne la décerna pas à Danton, qui était allé, nous dit Lucile Desmoulins, se coucher après que les faubourgs avaient sonné le tocsin.

Faut-il rappeler encore que Robespierre fut l'âme de la célèbre Commune révolutionnaire du 10 août et qu'il dicta en son nom, à la Législative agonisante, les mesures salutaires qui comprimèrent les royalistes et qui repoussèrent l'invasion ? Les électeurs de Paris et du Pas-de-Calais le récompensèrent en l'élisant, le premier de tous leurs députés, à la Convention nationale.

(A suivre.)

Albert MATHIEZ.



UNE VIE HUMAINE POUR 24 FRANCS

Chaque fois que vous versez
24 francs, vous sauvez la vie d'un
affamé russe. — NANSEN.

Cotisez-vous ! Souscrivez !

Discours de Bordiga au Congrès de Marseille

Camarades,

Il n'est pas nécessaire d'entourer de phrases, ces simples mots : « Je vous salue, hommes de l'Internationale Communiste ». D'ailleurs, la forme de ce que je vais dire ne pourrait pas ne pas se ressentir du fait que je ne me sers pas de ma langue maternelle.

Vous me permettrez, cependant, de vous entretenir de certains problèmes à l'ordre du jour sur le terrain international, devant le mouvement communiste de tous les pays du monde.

Je vous demande la permission d'examiner ici, d'une façon très rapide et très simple, la situation de la lutte prolétarienne mondiale en ce moment-ci et les conclusions qu'on peut en tirer dans le domaine de la tactique de l'Internationale Communiste.

D'un côté, la situation du prolétariat qui s'est déjà emparé du pouvoir de la République soviétique de Russie, avant-garde de la révolution mondiale ; d'un autre côté, la situation des autres armées, des autres bataillons d'assaut de la révolution communiste qui poursuivent leur lutte contre le pouvoir bourgeois dans les autres Etats du monde.

Dans ce double domaine de faits, nos adversaires nous opposent leurs arguments contre les principes et les méthodes communistes. Il ne faut pas craindre d'accepter ce défi et de descendre sur ce terrain de discussion pour démontrer que la situation elle-même, les événements eux-mêmes, ne font que prouver une fois de plus, la vérité et la force de notre doctrine et de notre méthode d'action révolutionnaire. (Applaudissements.)

La nouvelle Politique des Sovièts

On dit que la politique de la République des Sovièts et du Parti Communiste qui est à la tête du pouvoir en Russie, vient d'être modifiée, rectifiée. C'est vrai.

On dit que la Révolution marque un temps d'arrêt, et peut-être c'est vrai encore. Mais quelle est la valeur, au point de vue de notre méthode critique des événements de Russie ? Nous le dirons en quelques mots.

Nous ne devons pas perdre de vue le fait qu'une double tâche s'impose à la révolution prolétarienne : une tâche politique et une tâche économique. Aussi bien l'une que l'autre ne peuvent être considérées qu'à l'échelle mondiale internationale.

La révolution russe est considérée par nous comme le premier chapitre de la révolution mondiale ; son développement ne peut être poursuivi et rendu complet que si nous le rattachons au développement de la lutte prolétarienne dans les autres pays du monde.

Une révolution prolétarienne s'étant emparée de l'appareil de l'Etat, nous sommes aujourd'hui, en présence, en effet, d'un recul du pouvoir des sovièts de Russie, d'une refonte économique d'un plan qui a dû être modifié, d'un retour sur certaines méthodes déjà prises.

Puis le pouvoir est arrivé à ce stade de la transformation de l'économie capitaliste en une écono-

mie socialiste d'abord et communiste ensuite.

Je ne m'arrêterai pas sur les détails, puisque nous acceptons ce fait dans lequel les camarades russes nous donnent un nouvel exemple de la franchise qui les distingue.

Au commencement de cette année, nous croyons être en Russie, plus avancés dans la construction de l'économie socialiste. Aujourd'hui, nous sommes revenus sur certaines mesures et dans le même instant, des forces capitalistes et bourgeoises ont fait leur réapparition pendant que nous avions peut-être cru qu'elles étaient disparues à jamais.

Mais on peut de ces faits mêmes tirer la conclusion que la doctrine communiste reste la vérité de l'avenir, dans la même mesure que l'Etat prolétarien a désarmé un parti de son appareil d'activité économique, les forces rebelles se dressent dans le monde entier devant l'Etat prolétarien ; c'est le moment où le nouveau pouvoir se constitue. Dès qu'on a permis à ces forces de jouer librement leur effet, nous avons vu renaître des entreprises à forme capitaliste ; mais cela n'infirmes pas la doctrine communiste internationale.

Il est nécessaire de centraliser cette activité avec un plan complet, un plan international ; il est nécessaire de dominer les phénomènes économiques par une machine qui est la machine du pouvoir de l'Etat qui a besoin d'une expérience, qui est l'expérience politique dans ce sens que les phénomènes de la production et de la distribution, et tout ce travail de transformation de l'ordre économique soit envisagé dans le cadre des autres phénomènes qui s'y rattachent et ne sont pas des phénomènes purement économiques, comme, par exemple, la salubrité publique et toutes les autres formes d'activité humaine et sociale.

L'appareil central de la révolution se dresse contre les forces économiques rebelles de la bourgeoisie qui établit ses poids noyaux, mais qui ne peut pas encore avoir et n'aura jamais — nous l'espérons à juste titre — raison du pouvoir prolétarien.

Il y a là, au contraire, la confirmation de la justesse, de la vérité et de la bonté même de notre méthode marxiste à l'égard de la transformation sociale

Le Travail politique

de la Révolution Russe

Venons-en au travail politique que la révolution russe a accompli. Il est là, il est encore tout entier devant nous. Les efforts de la contre-révolution bourgeoise mondiale n'ont même pas pu l'atteindre et nos adversaires ont dû renoncer à leurs attaques multipliées parce qu'ils ont senti que jamais, ils ne feraient reculer la révolution russe, formidablement active, se présentant aux yeux du prolétariat du monde entier sous une triple forme.

D'un côté, la révolution russe a marqué le retour du mouvement prolétarien, désorganisé, désaxé, désorienté, pendant la guerre mondiale, à la véritable doctrine et à la véritable méthode d'action révolutionnaire. Deuxièmement, le mouvement révolutionnaire russe nous a aidés, nous tous,

communistes de tous les pays d'Europe et du monde, à rebâtir notre organisation internationale, tant au point de vue de ses organes politiques que de ses organes économiques, de même qu'il nous a fournir le plan de l'organisation internationale de l'armée révolutionnaire du prolétariat. Troisièmement, dans le domaine politique, la révolution russe nous présente encore cet actif formidable d'avoir résisté toute seule ; pendant que les autres prolétariats faisaient de louables efforts, mais ne réussissaient pas à entamer les forces des Etats capitalistes, la République révolutionnaire de Russie a battu les forces armées de la contre-révolution mondiale.

Elle a lutté, avec sa puissance inébranlable, et partout elle a été victorieuse des coups qu'elle a reçus de la réaction, qui les aurait autrement donnés dans les rangs mêmes du prolétariat des autres pays. Elle a ainsi accompli une œuvre admirable d'éducation en montrant sa puissance et sa résistance organisée et victorieuse à toute la réaction mondiale liguée contre le communisme.

A ce point de vue, la Révolution russe est encore le plus grand fait de l'Histoire.

Certes, on peut parler des compromis, des accords ; on peut dire que les représentants de l'Etat prolétarien de Russie se rencontrent avec les représentants des Etats bourgeois. Mais est-ce leur faute s'ils ne peuvent pas encore rencontrer les représentants des autres Etats prolétariens ? Est-ce la faute du prolétariat russe si les autres pays n'ont pas fait la révolution ? Si c'est la faute à quelqu'un, camarades, c'est la vôtre ! (*Applaudissements.*)

C'est la faute à vous tous, aux événements qui sont au-dessus de la volonté et des puissances humaines. Mais c'est encore un peu la faute aux autres partis ; c'est aussi la faute des mouvements ouvriers qui ne se sont pas toujours mis à la hauteur des événements et de l'effort formidable des héros, des champions de la Révolution russe. C'est pourquoi il y a aujourd'hui des accords, des compromis, des concessions économiques faites aux capitalistes. C'est dans la force des choses. Les chefs de la Révolution russe ont présenté cette situation du prolétariat dans toute son éloquence, dans toute sa vérité. Mais on ne peut rien en tirer — nous l'affirmons — contre les méthodes communistes, et il n'y a rien qui entame la solidité de nos espoirs révolutionnaires.

La Vie économique de la Russie

La Russie ne peut pas vivre, économiquement, sans avoir des relations avec les autres pays, surtout après avoir été bloquée pendant quatre ans, par un front militaire, par un front de guerre, et après qu'un fléau naturel est venu s'abattre sur elle et aggraver sa misère. Elle ne peut pas vivre dans l'isolement. Elle ne peut pas vivre sans briser cette chaîne. Il est nécessaire que la Russie entame les relations avec les représentants des grands Etats et que ses propres représentants se rencontrent avec ceux des gouvernements capitalistes.

Mais ce n'est pas là toute la signification de ce fait que les représentants des Etats révolutionnaires ne renoncent pas à des pourparlers avec la bourgeoisie du monde entier ; s'ils se rencontrent avec les délégués de M. Briand et des autres ministres européens, la Russie peut aussi bien être fière que ces messieurs envoient leurs délégués officiels traiter avec ces bandits, ces criminels de bolcheviks, qu'ils n'ont pas pu chasser, de l'Histoire. (*Applaudissements.*)

Un article de Lénine, que vous connaissez tous, a démontré, avec la puissance de logique qui est dans tout ce que notre camarade écrit, que ces faits laissent la méthode révolutionnaire communiste intacte, que les compromis et les concessions avec les capitalistes, de la part de l'Etat prolétarien russe, n'apportent pas la renonciation du mouvement communiste mondial à ses principes.

Il n'y a pas d'assimilation possible entre la dictature du capitalisme manqué, de la démocratie parlementaire, et la dictature révolutionnaire du prolétariat, qui seulement par les armes et l'insurrection révolutionnaire, peut atteindre son triomphe.

Le principe fondamental reste pour l'Internationale Communiste sur la conviction que nous traversons une crise révolutionnaire et que l'Etat prolétarien doit remplacer l'Etat bourgeois totalement. Mais nous connaissons d'avantage les difficultés, à la lumière de l'expérience faite par le Parti et le prolétariat russes, au prix de sacrifices immenses à nos idées.

Nous n'avons pas un mot à rayer de nos principes fondamentaux. Nous sommes, aujourd'hui comme toujours, pour la lutte de classes déclarée, et nous savons aujourd'hui que la lutte de classes, née sur le terrain économique, devient un fait politique ; qu'elle est faite pour que la classe ouvrière puisse se libérer de ses exploités ; qu'il faut bâtir un nouvel appareil gouvernemental, un Etat prolétarien qui ne peut surgir qu'après la destruction de la machine gouvernementale bourgeoise, et qui sera fondé non plus sur le mensonge démocratique du parlementarisme embrassant toutes les classes, mais sur l'organisation d'Etat d'une classe seule, de la classe de ceux qui produisent.

Nous sommes toujours pour la dictature du prolétariat, dans le sens marxiste du mot. Plus que jamais, nous sommes convaincus que pour accomplir cette tâche immense le prolétariat a besoin d'un organe efficace de lutte, qui est le parti politique, seulement le parti politique.

Le Parti Communiste est le parti de classe du prolétariat, et ne sert pas seulement à l'agitation, à la propagande, à l'activité parlementaire, mais il est aussi l'instrument même de la lutte de classe et de l'insurrection prolétarienne, contre la résistance de l'Etat bourgeois. Nous sommes toujours plus convaincus que jamais que, même après le triomphe de la révolution, nous aurons encore besoin d'un Etat prolétarien et d'un parti prolétarien, à la tête desquels devront se trouver des hommes capables de faire comprendre aux conseils ouvriers et paysans, à l'ensemble des travailleurs, l'objet de la révolution elle-même, l'idéal communiste, et leur montrer que seule la méthode communiste crée en elle-même le salut de la classe révolutionnaire. (*Applaudissements.*)

La lutte prolétarienne dans les autres pays

Après avoir ainsi rappelé les principes, après avoir essayé de démontrer qu'ils ne se contredisent pas avec les événements de Russie, voyons un moment les événements des autres pays, voyons si la situation de la lutte prolétarienne dans les autres pays, où le pouvoir bourgeois reste encore dressé contre nous, nous conduit à renoncer à quelque chose, à modifier en quoi que ce soit notre méthode de lutte. Nous nous tiendrons aux mêmes constatations et aux mêmes conclusions. Partout, c'est une crise du monde capitaliste, une crise qui a pris un développement formidable après la grande guerre mondiale.

Nous assistons, il est vrai, dans presque tous

les pays, à un effort de reconstitution de l'économie et des pouvoirs bourgeois, et nous assistons à une sorte de mouvement de reculade des masses révolutionnaires. Je ne veux pas le cacher : nous serions de mauvais révolutionnaires si nous ne discussions pas sérieusement toutes les difficultés.

Mais examinons un peu le caractère de cet effort de la bourgeoisie pour raffermir son pouvoir, et nous verrons si le capitalisme présente une chance de reconstitution et s'il ne court pas à l'abîme et au désastre, au moment où il cherche à réagir contre sa situation actuelle.

Sans doute, le capitalisme reprend son rythme de développement dans le sens capitaliste, après cette première période qui a succédé à la fin de la guerre mondiale. C'est un phénomène d'impérialisme qui s'affirme dans toute sa brutalité. C'est un effort des pouvoirs bourgeois, restés au moins de la bourgeoisie. Mais le problème est toujours le même. Nous vivons dans une période d'anarchie économique : c'est la conséquence même de l'économie capitaliste.

La bourgeoisie croit pouvoir sortir de cette situation, avec ses grands cartels industriels, appuyés par la politique des grands Etats ; elle croit pouvoir bâtir une économie centralisée dans l'Etat capitaliste ; car le dilemme se présente toujours ainsi et la liberté économique doctrinale de la bourgeoisie ne peut être réalisée par la bourgeoisie elle-même. L'histoire devra résoudre ce dilemme.

Dans une économie organisée par le prolétariat, après que le prolétariat du monde entier aura fait la révolution, la solution économique libertaire n'est pas plus possible que la solution centraliste bourgeoise.

Nous assistons déjà aux mêmes phénomènes qui ont précédé la grande guerre de 1914 qui était, l'Internationale communiste l'affirme encore une fois, une guerre impérialiste pour tous les Etats qui y ont participé, vainqueurs et vaincus.

La politique même des Etats qui ont gagné cette guerre démontre à l'évidence au prolétariat du monde entier, que les mêmes motifs avaient suscité de part et d'autre, la participation à la guerre. Ils sont toujours comme préoccupés des conditions d'une nouvelle guerre. La perspective d'une nouvelle guerre n'est qu'une hypothèse ; mais vous avez vu les événements de Washington ; vous avez vu cette conférence, convoquée sous le prétexte ridicule de désarmement, et démasquant les appétits formidables des Etats militaires, et il faut rappeler que la bourgeoisie française joue parmi eux, un rôle de premier ordre.

Le Parti doit propager ces vérités parmi les masses prolétariennes et tirer de cette situation de nouveaux ferments de révolte.

L'offensive de la Bourgeoisie contre le Prolétariat

D'un autre côté, si nous considérons sous le rapport même de la lutte de classe et de l'économie sociale quelles sont les conséquences de cet effort bourgeois, pour bâtir à nouveau le régime capitaliste, nous constatons un autre phénomène, qui vient nous donner une nouvelle indication, une nouvelle tactique pour aider à la réalisation de notre but.

La bourgeoisie sent très bien — et le démontre par son action économique et politique dans tous les pays — qu'il faut reconstituer son régime dans la mesure où elle ne repoussera pas seulement les attaques révolutionnaires du prolétariat, mais dans la mesure où elle assujettira le prolétariat à un régime d'exploitation économique encore plus

dur que celui auquel il est assujetti aujourd'hui.

La bourgeoisie doit se poser le problème de sa reconstitution d'une façon offensive. Elle ne peut se le poser sous la forme de la simple défensive comme avant la guerre, où il lui suffisait d'empêcher toute atteinte aux principes sacrés de la propriété privée, à l'aide de son armée et de sa police, au service des entreprises capitalistes, pour garantir l'existence du régime capitaliste.

Cela ne suffit plus aujourd'hui. La bourgeoisie doit prendre l'offensive contre le prolétariat. Elle doit briser ses organisations ; elle doit baisser ses salaires, elle doit l'amoindrir. C'est seulement à ce prix qu'elle pourra garantir la continuation de l'existence du régime bourgeois. (*Applaudissements.*)

Un coup d'œil sur tous les pays d'Europe — le vôtre y compris — nous démontre l'évidence de cette vérité. Partout, nous constatons une attaque offensive qui vient de la bourgeoisie contre le prolétariat, même contre cette partie du prolétariat qui n'est pas révolutionnaire et qui ne reçoit pas le mot d'ordre des partis de révolution, mais qui se rattache seulement, dans ses traditions, aux organisations corporatives et syndicales.

Nous nous heurtons partout à cette offensive, qui est le plan dressé d'une façon systématique par les Etats bourgeois et capitalistes en péril : pour écraser le prolétariat, ils portent atteinte à ses salaires, et en même temps qu'ils diminuent les salaires ils tentent d'augmenter les journées de travail. Cette tentative de désorganisation du prolétariat s'accompagne de chômage, de licenciement des ouvriers.

C'est déjà chose faite dans plusieurs pays de l'Europe centrale, et, demain, cette tentative se généralisera.

La bourgeoisie essaie de détruire le réseau syndical de résistance prolétarienne, et partout où la réaction triomphe, elle disperse les noyaux ouvriers organisés sur le terrain économique.

L'éloquence de ces faits ne peut laisser aucun doute sur la situation, qui est telle que la bourgeoisie est obligée, pour se sauver, de prendre l'initiative d'une attaque.

Que va faire, dans ces conditions, le Parti, qui est au sein du mouvement prolétarien et a un mot d'ordre à donner au prolétariat ?

Quelle doit être notre attitude vis-à-vis des fractions réformistes et opportunistes du mouvement ouvrier ?

On a proposé deux méthodes d'action. Nous étions toujours pour la conquête totale du pouvoir politique, comme moyen d'expropriation des exploités, tandis que les réformistes montraient au prolétariat une autre voie possible en améliorant petit à petit les conditions des travailleurs pour les amener à une situation plus favorable. Mais il n'y a pas de réformisme qui puisse faire obtenir aux ouvriers un programme de réalisations susceptibles d'assurer l'émancipation du prolétariat.

Aujourd'hui, il existe une coïncidence entre le programme maximum et le programme minimum, et le prolétariat refuse de reculer devant cette attaque capitaliste. Il garde certaines positions déjà acquises pour créer une situation révolutionnaire. Les réformistes, les hommes de droite, que nous devons démasquer, proposent aux ouvriers d'accepter la réduction de leurs salaires, c'est-à-dire de renoncer à ce qu'ils ont déjà acquis ; par ce fait même, leur réformisme se démasque, se montre impuissant même à défendre les exigences immédiates de la vie et les besoins quotidiens du prolétariat.

Donc, leur politique amoindrirait la situation. (*Applaudissements.*)

La préparation révolutionnaire du Parti Communiste

Les marxistes n'ont jamais dit qu'il fallait mépriser les exigences immédiates des ouvriers ; ils n'ont jamais oublié que la lutte politique naît sur le terrain économique, dans les petits épisodes de la vie prolétarienne, mais que c'est par la synthèse de ces phénomènes particuliers qu'on peut arriver à l'action d'ensemble révolutionnaire du prolétariat.

C'est au parti politique de classe qu'il appartient de conduire les masses, de ce point de départ que sont les exigences économiques et quotidiennes, jusqu'au sommet des nécessités politiques révolutionnaires, et ce n'est pas en méprisant les exigences immédiates du prolétariat, mais en assistant les ouvriers dans chacune des luttes qu'ils engagent. Les communistes disent qu'on n'arrivera pas, dans cette lutte, à un résultat définitif ; mais, en révolutionnaires qu'ils sont, ils ne s'en tiennent pas à l'écart. Ils sont avec vous dans cette lutte pour vous pousser à poursuivre votre chemin jusqu'à la victoire.

C'est là une donnée révolutionnaire de la tactique, de la méthode marxiste. Il faut conduire la lutte et la préparation révolutionnaire dans le Parti. Il faut entrer dans le vif de la réalité de la vie prolétarienne, de la lutte et de l'action prolétariennes.

Cette vérité devient mille fois plus évidente dans la situation que nous venons de tracer. Il est évident qu'aujourd'hui plus que jamais, il n'existe pas d'opposition entre les revendications immédiates et les revendications générales de la classe ouvrière. Cette opposition ne peut exister, parce que si le parti de classe parvient à ranger le prolétariat tout entier en bataille, pour refuser certaines concessions que le capitalisme prétend imposer, nous avons créé là la situation, la condition de rencontre révolutionnaire suprême entre les deux classes.

Nous avons par ce même fait, déjà posé toutes les données de la conquête révolutionnaire suprême. C'est sur cette base que la tactique de l'Internationale se dresse en ce moment-ci ; c'est sur cette base que s'établit le programme d'action du Parti Communiste, en partant de l'union de toutes les forces du prolétariat, contre la bourgeoisie organisée, sur un plan systématique, dans un effort unitaire, dans un effort politique, parce que, au centre de chaque usine, de chaque entreprise, il y a à l'Etat bourgeois avec sa machine militaire et parlementaire, comme dans certains pays — pas le votre, mais je ne sais pas ce que sera demain — il y a des éléments issus des partis politiques de la bourgeoisie, qui s'organisent en milices irrégulières de la guerre de classe et viennent attaquer le prolétariat, pour empêcher toute vie syndicale.

La bourgeoisie nous apprend qu'elle conduit sa lutte sur un terrain unitaire, avec un plan systématique, par l'encadrement militaire des partis politiques. Il faut répondre avec un plan d'action unitaire du prolétariat, par l'encadrement armé et révolutionnaire du prolétariat, du monde entier, sous la direction du Parti Communiste. (*Applaudissements.*)

Notre Tactique

Il s'agit d'exploiter les particularités de la situation actuelle pour ranger cette armée prolétarienne sous le drapeau des Partis Communistes de l'In-

ternationale Communiste. Une partie de cette armée du prolétariat se trouve encore dans les organisations des social-traitres complices de la bourgeoisie. Notre tactique est d'aller dénicher ces énergies prolétariennes, de les délivrer de la direction de ces chefs traitres et de les amener à participer à la lutte générale systématique contre le capitalisme.

Nous sommes plus que jamais convaincus que l'Internationale Communiste doit rester nettement séparée sur le terrain de principe et de méthode politique des autres tendances qui prétendent diriger le mouvement ouvrier et qui trompent le prolétariat.

Vous avez fait la scission et vous avez pu constater combien cette scission était juste et sage, puisque les dissidents ont toujours marché vers l'alliance définitive avec les couches les plus sombres de la bourgeoisie. Vous avez affirmé votre volonté de vous séparer de ces gens-là. L'expérience vous a donné raison. (*Applaudissements.*)

Un abîme vous en sépare et la tactique communiste ne peut aboutir à un autre résultat qu'à démasquer définitivement les chefs de la droite, les chefs opportunistes.

Dans l'élaboration de cette tactique, sur laquelle on a beaucoup discuté, le troisième Congrès de l'Internationale Communiste n'a jamais perdu de vue cette nécessité de réaliser la concentration du prolétariat tout entier, sur le programme communiste, avec les méthodes d'action communiste, la direction du Parti Communiste, et du Parti Communiste seul. C'est une donnée à laquelle l'Internationale n'a pas renoncé, à laquelle elle ne renoncera jamais, parce que si nous nous trouvions en situation d'y renoncer, nous devrions renoncer à la raison même de nos doctrines et de notre organisation.

On doit se servir, dans la tactique à employer, de cette donnée de propagande, d'action et d'organisation, et démontrer que les chefs de la droite ou des syndicats asservis à une tactique opportuniste, que les chefs des partis social-démocrates ne peuvent pas même s'ériger en défenseurs des intérêts immédiats de la classe ouvrière. Il faut les obliger à paraître sous leur véritable lumière aux yeux des masses. Alors, les Partis Communistes, sans renoncer en quoi que ce soit à leur programme révolutionnaire — qui est le propre de l'Internationale Communiste — passeront aux yeux des masses prolétariennes, pour les défenseurs de leurs revendications immédiates, qui ont une allure négative, mais qui valent la peine d'être défendues contre les attaques de la bourgeoisie dans ses manifestations économiques et politiques.

C'est pour cela que le Parti Communiste convie tout le prolétariat à s'unir ; c'est pour cette lutte que tout le prolétariat, que tous les ouvriers de chaque ville, de chaque pays, de chaque catégorie de travailleurs doivent d'unir : lutte générale pour les salaires, lutte pour la défense des huit heures, lutte pour les organisations. Chez vous, comme en Allemagne, comme partout ailleurs, il y en a qui refuseront de faire cette unité sur ce terrain de lutte, parce qu'ils savent que c'est un terrain révolutionnaire et qu'ils ne veulent pas la révolution.

Lorsqu'ils refuseront, nous en aurons assez pour les disqualifier aux yeux de la masse, et pour prendre la direction de la partie de cette masse jusqu'à ce moment trompée par ces opportunistes. (*Applaudissements*)

A. BORDIGA.

(A suivre.)

BIBLIOGRAPHIE

A contre-courant, par LENINE et ZINOVIEV⁽¹⁾

A contre courant, c'est bien le titre qu'il faut donner à cette collection d'essais écrits pendant l'exil et avant la grande révolution russe. Ce que nous y trouvons n'est rien de nouveau pour des socialistes. Ce sont les pensées de Marx et de Engels que Lénine et Zinoviev appliquent aux événements du jour. Mais ce qui fait la valeur de ces essais, c'est précisément que les pensées qu'ils font revivre sont dégagées de tout alliage et qu'ils ne craignent pas de choquer ceux qui croyaient pouvoir unir dans une même conception des sentiments et des considérations provenant d'un esprit différent.

Tout grand mouvement passe par une phase où l'on croit sans peine pouvoir unir des sentiments d'origine diverse. Dans ces périodes ce sont les esprits synthétiques qui prévalent. Ainsi dans le grand mouvement qui précéda la révolution française, les penseurs de différentes trempes s'unirent pour demander l'abolition de l'ancien régime et la réforme des abus. Les philosophes coudoyaient des Jansénistes ou des Gallicans, les physiocrates se sentaient d'accord avec les parlementaires. Ce ne fut qu'au cours même de la révolution, que dut se faire la séparation des esprits, processus qui ne se termina que par les grandes luttes entre Jacobins et Girondins.

Quelque chose d'analogue s'est passé dans le socialisme avant la guerre. Pour être socialiste, on croyait qu'il suffisait d'être idéaliste, et de s'ériger contre l'ordre capitaliste. Nationalisme et internationalisme habitaient souvent les mêmes esprits dans une parfaite entente. Les idées humanitaires et pacifistes remontant au XVIII^e siècle, s'alliaient aux conceptions de lutte de classes établies par Marx et

Engels. Le socialisme selon eux ne devait sacrifier aucune conception pouvant se réclamer d'un idéal vivant. Il fallait tout unir, tout concilier ; c'est ainsi seulement, que le socialisme pouvait satisfaire à sa tâche qui était de fonder un nouvel ordre social.

Quand la guerre éclata, on s'aperçut tout à coup des contradictions que jusqu'ici les événements n'avaient pas fait suffisamment ressortir. Il fallut se décider et il n'y eut que très peu de socialistes qui eurent le courage et la force de discernement suffisants pour voir clair et agir en conséquence.

Lénine et Zinovieff eux n'ont jamais hésité ; ils n'ont pas craint de heurter ouvertement les sentiments que beaucoup croyaient devoir faire partie intégrante de l'esprit même du socialisme. Ils ont nettement posé l'alternative :

Inutile de dire que les opportunistes de tous les camps se lancèrent aussitôt contre eux. Ce n'est pas de cette manière nette et tranchée qu'on peut poser les problèmes en face des réalités, dirent-ils, et ils traitèrent les deux grands révolutionnaires de doctrinaires qui ne comprenaient rien à ce qui se passait.

Victor Adler dans un entretien qu'il eut au début de la guerre avec Lénine et Zinoviev les traita comme de grands enfants. « On sentait dans chacune de ses paroles, relate Zinoviev, qu'il se disait en lui-même : « Ces révolutionnaires s'y entendent à faire de la prison ou à vivre en exil, mais que les masses ouvrières suivent de pareils utopistes et de tels fantaisistes, jamais on ne fera croire cela au vieux militant que je suis. »

C'est le même Adler qui, au mois de juillet 1914, dans une séance du bureau international socialiste de Bruxelles avait déclaré qu'il ne croyait pas aux « miracles » et que pour cette raison il ne pouvait pas admettre qu'il put y avoir une guerre mondiale.

On reconnaît bien là l'opportuniste : ne

(1) Gegen den Strom, collection d'essais de Lénine et de Zinoviev, écrits de 1914 à 1916. Ed. : Verlag der Kommunistischen Internationale, Carl Hoym, Nachfolger Louis et Capnhleg (Hambourg).

pas pouvoir croire aux « miracles », autrement dit, limiter d'avance le domaine des possibilités et être intimement convaincu que ce qui s'est passé jusqu'ici sauf de légères modifications, se répétera toujours.

Lénine et Trotsky croyaient au miracle ou plutôt ce sont eux qui firent le miracle de la révolution russe, ce qui prouve une fois de plus que ce ne sont pas toujours les opportunistes, gens prudents et avisés, qui ont raison.

Lorsque dès le mois d'octobre 1915, on pouvait de mieux en mieux voir se dessiner à l'horizon les contours de la révolution russe, la plupart des socialistes russes ne croyaient pas que c'était leur parti qui reprendrait le pouvoir. Quant aux adversaires politiques du socialisme dans les pays d'occident, une victoire de la classe ouvrière et du parti bolcheviste dans la guerre mondiale apparaissait tout à fait invraisemblable. « Les événements, dit Zinoviev, dans son introduction, n'ont pas donné raison aux sceptiques et à ceux qui manquèrent de foi, mais bien à nous. »

Les extraits que nous publions ci-dessous sont une belle leçon de franchise et de netteté, et quelle que puisse être l'opinion de certains communistes, ils y apprendront que ce n'est pas dans la confusion qu'est le salut, et qu'il y a des moments graves dans l'histoire humaine où il faut, avant tout, savoir nettement prendre parti.

ALX GULLAIN.

Communisme et Pacifisme

Guerre mondiale des Peuples et lutte de classes

La guerre n'est pas quelque chose d'accidentel, ce n'est pas un péché, comme le croient les prêtres chrétiens, qui, exactement, comme les opportunistes prêchent le patriotisme, l'humanité et la paix. La guerre est une étape nécessaire du capitalisme, une forme de l'existence capitaliste qui y est aussi autorisée que la paix. La guerre de nos jours est une guerre de peuples. Mais cette vérité n'implique pas qu'on doive nager avec le « courant populaire » du chauvinisme, mais que pendant la guerre et sous forme de guerre, les oppositions de classes qui déchirent les peuples subsisteront et se manifesteront. Refus du service militaire, grève militaire, etc., ne sont que bêtises, que le rêve lâche et puéril d'une lutte sans armes contre la bourgeoisie armée, que le projet fantaisiste de vouloir abolir le capitalisme sans avoir préalablement fait une guerre civile désespérée ou plutôt tout une série de guerres.

Pendant la guerre, le devoir des socialistes ne peut être autre que de propager la lutte de classes. La seule tâche qui ait un caractère vraiment socialiste, c'est celle qui a pour objectif de faire de

la guerre des peuples une guerre civile, et, à l'époque de la lutte armée impérialiste de la bourgeoisie de toutes les nations, celle qui a pour objectif de faire de la guerre des peuples une guerre civile. Méprisons les révasseries sentimentales et stupides s'inspirant d'un esprit bondieusard, les révasseries « d'une paix à tout prix ». Ce que nous voulons, c'est lever l'étendard de la guerre civile. L'impérialisme a mis en jeu le sort de la civilisation européenne. Cette guerre, si elle n'est pas suivie d'une série de révolutions couronnées de succès, sera suivie par d'autres guerres. Le conte de la « dernière guerre » est un raconter insipide et nuisible, une sorte de mythologie petite-bourgeoise, ainsi que le dit avec raison le *Golos*. Demain ou aujourd'hui, si ce n'est pas pendant cette guerre-ci ce sera après, pendant cette guerre-ci ou au cours de la guerre prochaine, l'étendard prolétarien de la guerre civile ne groupera pas seulement des centaines de milliers d'ouvriers conscients, mais encore des millions de demi-prolétaires et de petits-bourgeois grisés maintenant de chauvinisme, qui seront alors non seulement terrifiés et indignés des horreurs de la guerre, mais instruits, éclairés, réveillés, organisés, trempés par la guerre, et qui seront prêts à mener la lutte contre la bourgeoisie de leur « propre pays » et contre celle des pays étrangers.

La seconde Internationale a vécu, vaincue par l'opportunisme... La seconde Internationale a fait sa part de travail utile, elle a préparé l'organisation des masses prolétaires pendant la longue période de « paix » ou l'esclavage capitaliste fut le plus dur, et où le capitalisme accomplit les progrès les plus rapides, je veux dire pendant le dernier tiers du XIX^e siècle et le commencement du XX^e siècle. Le devoir qui incombe à la 3^e Internationale, c'est d'organiser les forces du prolétariat pour l'assaut révolutionnaire contre les gouvernements capitalistes, pour la guerre civile contre la bourgeoisie de tous les pays, afin de conquérir le pouvoir politique et aboutir à la victoire du socialisme.

Le 1^{er} novembre 1914.

N. LÉNINE.

« Défaitisme »

Dans une guerre réactionnaire, la classe révolutionnaire ne peut s'empêcher de souhaiter la défaite de son propre gouvernement.

Le 26 juillet 1914.

N. LÉNINE.

Marxisme et Pacifisme

« Le pacifisme de principe a toujours été étranger à la social-démocratie en tant qu'elle s'appuyait sur le marxisme orthodoxe. » Voilà ce qu'écrivit il y a quelques jours Struwe en prenant un ton de reproche contre les marxistes, et en applaudissant avec enthousiasme les social-chauvinistes français (et Plekhanov) parce que, par l'attitude qu'ils prennent en la présente guerre, ils continuent la tradition du « grand orateur et pacifiste Jean Jaurès ». Struwe a raison : un pacifisme de principe a toujours été étranger au marxisme orthodoxe. Marx, pendant les années 1848-49, invita di-

rectement l'Allemagne révolutionnaire à faire, après la victoire remportée sur l'absolutisme dans leur patrie, une guerre offensive révolutionnaire en s'alliant à la Pologne révolutionnaire contre le tsarisme, ce gendarme international et ce soutien de la réaction internationale. Cette attitude de Marx n'a, on le voit, rien de commun avec un pacifisme de principe. Jules Guesde, en 1885, salua la guerre qui alors paraissait imminente entre la Russie et l'Angleterre, espérant que de cette catastrophe naîtrait la révolution sociale. Lorsque Guesde agissait ainsi, lorsqu'il invita le prolétariat à se servir de la guerre entre les deux grandes puissances pour accélérer l'avènement de la révolution prolétarienne, il était beaucoup plus marxiste qu'il ne l'est, maintenant qu'il continue avec Sembat la tradition dîle du « grand orateur et pacifiste Jean Jaurès ». En 1882, Friedrich Engels écrivit ce qui suit (voir sa lettre à Kautsky du 12 septembre 1882 traitant de la question de la lutte contre la politique coloniale à propos de la brochure de Kautsky: *Socialisme et Politique Coloniale*) : « Le prolétariat victorieux ne peut pas vouloir rendre un autre peuple heureux, malgré lui, sans de ce fait miner sa propre victoire. Mais cela n'exclut pas évidemment des guerres défensives », c'est-à-dire des guerres du prolétariat qui aurait remporté la victoire dans un des pays contre les pays qui luttent pour le maintien du capitalisme. Lorsque Engels s'exprima ainsi, il parla en adversaire du pacifisme de principe et en marxiste révolutionnaire.

Le 23 août 1915.

G. ZINOVIEV.

La guerre mondiale :

une guerre impérialiste

Il se rencontre dans l'histoire des situations où la défense contre l'ennemi extérieur constitue le devoir le plus important pour tous les éléments epris de liberté. Ce fut ainsi à l'époque des guerres de la révolution française lorsqu'on ne pouvait protéger la révolution à l'intérieur de la France qu'en détruisant les armées des monarchies absolues voisines. Le même cas s'est présenté en France après la chute de Sedan lorsque les ouvriers français eurent envoyé au diable leur gouvernement et pris en leurs propres mains la cause de la défense nationale.

Mais en est-il ainsi dans la guerre présente ? Si oui, le social-chauvinisme au fond aurait raison. Il faudrait alors se déclarer prêt à conclure l'union sacrée. Mais tel n'est pas le cas, non seulement nous ne pouvons pas, mais nous devons, dans notre lutte contre la guerre impérialiste, tendre à la défaite de nos « patries » respectives.

Qu'est-ce que la guerre impérialiste d'aujourd'hui ? C'est une guerre pour le partage et le repartage des colonies, pour acquérir au capital financier de nouveaux terrains de pillage, c'est une guerre menée par une bourgeoisie qui sent venir la vieillisse et qui cherche à différer son agonie, une guerre qui a pour but de porter un coup au mouvement ouvrier international, aux ouvriers qui, dans des circonstances mûres pour le socialisme, sont à

la veille de trancher le nœud gordien des antagonismes capitalistes, de manière plébienne.

1905.

G. ZINOVIEV.

Le Social-Pacifisme

Le social pacifisme prêché par Kautsky, Haase, Ledebour et les social-pacifistes anglais est, pris objectivement, une forme de bourrage de crâne des masses tel que le poursuit en général le chauvinisme. Le programme des « tribunaux d'arbitrage », d'un désarmement qui se ferait progressivement et d'une paix « démocratique » est une utopie petite-bourgeoise et mesquine qui n'a pour effet que de détourner les ouvriers de la lutte révolutionnaire et qui n'éveille que des illusions, comme si un capitalisme pacifique était possible, un capitalisme sans guerre, sans militarisme, sans brigandage impérialiste.

Le 16 juin 1916.

G. ZINOVIEV.

L'illusion de la Guerre du Droit

Révolution du prolétariat, ou une série de guerres impérialistes nouvelles, une mer de sang nouvelle, de nouveaux millions de victimes, c'est ainsi que l'histoire a posé l'alternative pour tous les pays avancés. Révolution démocratique et alliance la plus étroite avec le mouvement révolutionnaire du prolétariat socialiste de l'Occident, ou une série de nouvelles guerres impérialistes sous le haut commandement des Romanoff, Raspoutine, Manouiloff, Protopopoff, Miasojedoff, Stürmer, c'est ainsi que l'histoire mondiale a posé l'alternative pour notre pays.

Le cœur saigne quand on pense que parmi les ouvriers et paysans russes il y en a encore qui croient en la légende de la guerre de « justice » et du tsar « juste ». Peu de temps avant l'abolition du servage, Herzen, adressant la parole aux serfs russes, leur dit : « Si seulement mes paroles pouvaient t'atteindre, toi l'ouvrier et le martyr de la terre russe... Comme je t'apprendrais à mépriser ceux qui se disent les pasteurs de ton âme, que le synode de Pétersbourg et le tsar allemand t'ont envoyés... Tu hais le propriétaire foncier et les gendarmes, tu les crains, et tu as raison, mais tu crois encore au tsar et au prêtre... N'aie plus foi en eux : le tsar est pour eux et eux sont pour le tsar... » C'est des fils et des petits-fils de ces serfs russes que dépend maintenant le sort de notre pays. Oh ! si seulement la parole de vérité, la vérité sur la guerre, la vérité sur le tsar, la vérité sur la bourgeoisie égoïste pouvait enfin pénétrer dans les villages perdus et enfouis sous la neige de Russie ! Oh ! si la parole de vérité pouvait enfin pénétrer jusqu'au cœur de l'armée russe, qui, dans sa grande majorité, est composée de paysans ! Alors, le moment serait venu où la classe des héros ouvriers de la Russie, appuyée par les pauvres paysans, délivrerait enfin notre pays de l'infamie de la monarchie et le mènerait d'une main sûre vers l'alliance avec les prolétaires socialistes de tous les pays.

Le 31 janvier 1917.

G. ZINOVIEV.

Le Communisme et le Désarmement

Un des principaux arguments en faveur du désarmement est celui-ci, bien qu'il n'ait pas toujours été formulé d'une façon aussi directe : « Nous sommes contre la guerre, nous sommes contre toute guerre, et pour donner à notre opinion l'expression la plus claire et la moins ambiguë, nous demandons le désarmement ».

Nous avons déjà montré l'erreur que contenait cet argument dans un article sur la brochure de Junius (1), auquel nous renvoyons nos lecteurs. Les socialistes ne peuvent pas être contre toute guerre sans cesser par là même d'être des socialistes. On ne doit pas se laisser éblouir par la présente guerre impérialiste. Pour l'époque impérialiste de l'histoire humaine, c'est précisément cette sorte de guerre entre grandes puissances qui est caractéristique. Mais des guerres d'un caractère démocratique et des révoltes n'y sont pas impossibles, comme, par exemple, des guerres de nations opprimées contre leurs oppresseurs pour se libérer de l'oppression. Des guerres civiles du prolétariat contre la bourgeoisie pour le socialisme sont inévitables. Des guerres du socialisme victorieux dans un pays contre les autres pays bourgeois ou réactionnaires sont possibles.

Le désarmement est l'idéal du socialisme. Dans la société socialiste il n'y aura pas de guerre, par conséquent le désarmement y deviendra une réalité. Mais celui-là n'est pas un socialiste qui s'attend à ce que, *sans la révolution sociale et sans la dictature*, le socialisme puisse être réalisé. Dictature signifie puissance d'Etat s'appuyant d'une façon immédiate sur la *force*. La force au vingtième siècle, comme en général à l'époque de la civilisation, n'est ni dans le poing, ni dans la massue : elle réside dans l'*armée*. Vouloir faire du désarmement une partie du programme voudrait dire : nous sommes contre l'emploi des armes. Dans cette maxime, il y a aussi peu de marxisme que si nous disions : nous sommes contre l'emploi de la force.

Une classe opprimée qui ne voudrait pas apprendre à manier les armes et posséder des armes mériterait seulement qu'on la traitât en esclave. *Au lieu de devenir des bourgeois pacifistes ou des opportunistes, nous devons nous souvenir que nous vivons dans une société composée de classes et qu'il ne peut pas y avoir d'autre issue pour en sortir que la lutte des classes et la destruction du pouvoir de la classe dominante.*

Dans toute société composée de classes — qu'elle soit fondée sur l'esclavage, sur le servage ou, comme actuellement, sur le salariat, — la classe des oppresseurs est armée. Non seulement l'armée permanente, mais aussi la milice sous ses formes actuelles, même dans les républiques bourgeoisées les plus démocratiques telles que la Suisse, est un armement de la bourgeoisie contre le prolétariat. Cette vérité paraît tellement élémentaire

(1) La brochure de Rosa Luxemburg, où elle fait le procès du militarisme et préconise la grève militaire générale en cas de déclaration de guerre.

qu'il n'est pas nécessaire de s'y arrêter plus longtemps. Il suffit de rappeler l'emploi de l'armée (la milice républicaine démocratique y comprise) en cas de grève, un phénomène qui, sans exception, se répète dans tous les pays capitalistes.

L'armement de la bourgeoisie contre le prolétariat est un des faits les plus significatifs les plus fondamentaux de la société capitaliste d'aujourd'hui.

Et c'est en face de pareils faits qu'on propose à la social-démocratie révolutionnaire de demander le désarmement ! Cela signifierait la renonciation complète à la lutte des classes, la renonciation à toute idée de révolution. Notre mot d'ordre doit être : armement du prolétariat pour vaincre la bourgeoisie, pour l'exproprier et pour la désarmer. Voici la seule tactique possible de la classe révolutionnaire, une tactique qui dérive de tout le développement objectif du militarisme capitaliste, et que cette évolution même proscrit. Ce n'est qu'*après* que la prolétariat aura désarmé la bourgeoisie qu'il pourra, sans faillir à la tâche que lui prescrit l'histoire universelle, jeter toutes les armes sur le fumier. Et le prolétariat le fera sans aucun doute, mais seulement alors et en aucun cas, avant.

N. LÉNINE.

Octobre 1916.

(Trad. Aliz Guillain.)



LIRE :

Tous les matins

L'Humanité

Tous les soirs

L'Internationale

Toutes les semaines

Le Bulletin Communiste

La Voix Paysanne

Tous les quinze jours

L'Avant-Garde

Comment devient-on Communiste ?

Dans notre article précédent (1), nous avons indiqué quelques-unes des réalisations accomplies par la « Centrale d'Education ouvrière belge » pendant les deux premières années de son existence : de 1911 à 1913. A partir de cette dernière année, son activité s'amplifia. Elle disposa de professeurs spéciaux qui purent intensifier l'œuvre d'enseignement proprement dite. Elle racheta la bibliothèque économique et sociale, très développée, d'Hector Denis. Ce fut le point de départ de la *Bibliothèque centrale*. Y fut annexée la bibliothèque de César de Paepé et celle de diverses organisations du Parti. Deux camarades furent attachés à cette bibliothèque, qui fut complétée par une *salle de lecture* accessible à tous les socialistes studieux. Elle constitua des *Bourses de voyage* devant permettre chaque année à trois ou quatre militants d'aller étudier les institutions des partis étrangers. Elle organisa un *Bureau de documentation socialiste* constituant des dossiers sur toutes les questions d'ordre social intéressant les travailleurs — et elles sont nombreuses — et qui étaient mis, avec tous les éclaircissements nécessaires, à la disposition de ceux-ci. Ce bureau était chargé, en outre, de fournir des renseignements sur toutes les questions de son domaine pour lesquelles il était sollicité. Il fut complété par l'*Office de législation ouvrière*, chargé d'établir la documentation nécessaire aux projets de loi à déposer par les députés socialistes. Enfin, fut établi un *Office du Cinéma*, qui eut pour fonction de constituer des plaques photographiques pour projections lumineuses et des films cinématographiques, relatant les grands faits de la vie ouvrière internationale.

**

Telles sont les institutions matérielles de la C. E. O. belge.

Voyons maintenant les méthodes d'éducation suivies et les résultats obtenus.

L'œuvre d'éducation était riche. Elle possédait depuis 1913 une somme de un million, que lui avait alloué M. Solvay, le richissime fabricant de soude, et qui devait, aux termes de la donation, être épuisée en 33 ans, capital et intérêts (2). En plus de cette donation, qui lui assurait un revenu annuel de plus de 30.000 francs, elle recevait des subventions du P. O. B. et de la Commission Syndicale. Son budget, en 1914, prévoyait un budget de 50.000 francs. Elle avait pu se développer en créant les diverses sections que nous avons indiquées précédemment. Comment allait-elle utiliser les possibilités d'action mises à sa disposition ?

Nous devons indiquer immédiatement qu'elle le fit de façon méthodique en partant, dès le début, d'un plan d'ensemble qu'elle développa graduellement.

Voici quelle fut sa conception :

(1) Voir *Bulletin Communiste* du 9 mars 1922.

(2) Cette somme considérable a été donnée par M. Solvay, sans aucune condition. Le multimillionnaire qu'est M. Solvay — très lié avec M. Vandervelde — a voulu tenter une expérience, avec peut-être l'espoir inavoué que la Centrale d'Education mettrait à l'étude les « conceptions sociales » dont il est l'inventeur. Jusqu'à ce jour, cet espoir — s'il existe — n'a pas encore été réalisé.

L'enseignement devait être à trois degrés : primaire, secondaire, supérieur. Ecoles locales, régionales, centrale. Il n'a pu être réalisé intégralement, sous une forme modernisée et sauf l'enseignement secondaire, que la dernière session, la guerre étant venue pendant quatre ans interrompre l'expérience.

Les matières enseignées se rapportaient au socialisme, au syndicalisme, à la coopération. Je note, à titre d'exemple, quelques-uns des cours donnés pendant la session 1913-14 :

L'histoire du mouvement ouvrier socialiste en Belgique. — L'histoire du mouvement syndical international. — Le mode de production capitaliste. — Le matérialisme historique. — La coopération. — Le collectivisme. — La lutte des classes. — Le mouvement syndical. — L'histoire du mouvement syndical. — La législation ouvrière et sociale en Belgique. — L'évolution industrielle. — Les principes socialistes. — Le socialisme agraire.

Les cours étaient donnés, outre les professeurs attachés de façon permanente à l'institution, par des membres du Parti ouvrier belge, en plus de leurs occupations professionnelles. En plus des conférences traitant des sujets d'ordre général et de sujets socialistes et s'adressant à tous, les cours donnés sous une forme graduée, dans un enchaînement méthodique, ne comportaient, comme nous venons de l'indiquer, que des questions socialistes. Ils constituaient réellement des cours en ce sens que les élèves y travaillaient pratiquement sous la direction des professeurs. Ces cours comportaient généralement six leçons : Chaque leçon durait trois quarts d'heure, une heure au maximum. L'exposé du professeur était suivi d'examens pratiques : discussion, interrogations. L'enseignement y était simplifié autant que possible. On s'était efforcé de lui enlever tout aspect doctoral ou universitaire, de le faire consister en entretiens familiaux.

Les élèves étaient recrutés dans les organismes du C. O. B., ligues ouvrières, sections syndicales, coopératives. Les frais d'enseignement étaient payés par la caisse centrale de la C. E. O. Les organisations organisatrices des écoles lui en ristournaient une partie.

Ajoutons qu'au mois de juillet 1914, une « Semaine syndicale » fut instituée. A Quaregnon — en plein centre industriel du Hainaut, dans le « pays noir » — furent réunis une cinquantaine de militants, pour la plupart fonctionnaires du Parti, qui assistaient le matin à une série de conférences sur le mouvement syndical et visitaient, l'après-midi, des établissements industriels de la région.

Indiquons enfin que furent créés de nombreux comités d'« Education ouvrière », chargés d'organiser et de développer l'enseignement dans leurs régions respectives, et que des bibliothèques furent édifiées et des cercles d'étude constitués.

**

L'enseignement était donné dans l'esprit marxiste. A ce moment, tous les professeurs étaient « révolutionnaires » et la C. E. O. était à la gauche du Parti. Il n'en est plus de même aujourd'hui, où elle a suivi l'évolution réformiste du Parti. Henri de Man, qui la dirige encore, a d'ailleurs écrit une

brochure très intéressante pour indiquer les points sur lesquels s'est modifiée sa conception révolutionnaire d'autrefois. L'institution a suivi inévitablement l'évolution de son chef. Elle dispense, surtout aujourd'hui, un enseignement « pratique ». A sa dernière « Semaine Syndicale », elle a examiné uniquement la question du « Contrôle ouvrier » qu'elle a fait par les leaders du syndicalisme réformiste — dont Merrheim ! — dans l'esprit que l'on devine.

Malgré tout, cependant, la C. E. O. a rendu des services incontestables. Avant-guerre, imprégnée de marxisme, réellement socialiste-révolutionnaire, elle a rempli une mission éminemment utile. Pendant la guerre, où elle a fonctionné malgré les difficultés et les risques, elle a été, toujours dans le même esprit, le lien rouge rattachant les camarades isolés de province au centre. Depuis la guerre, elle a fatalement suivi une évolution déplorable : celle du Parti socialiste lui-même. Elle n'en reste pas moins, à notre sens, le suprême espoir de l'avenir, et si le P. O. B. est encore capable, dans certains de ses éléments, d'un retour aux vrais principes socialistes, ce sera de sa Centrale d'Education renouée que lui viendra le salut.

Ch. MASSART.



Bibliothèque - Communiste - PARIS

A. GLEBOV. — <i>Les Syndicats russes et la Révolution</i> (préface de Boris Souvarine)....	0 50
KERTIENZEV — <i>Les Alliés et la Russie</i>	3 "
ALEXANDRA KOLLONTAI. — <i>La Famille et l'Etat Communiste</i>	0 40
LÉNINE. — <i>La Maladie infantile du Communisme</i>	4 "
LÉNINE. — <i>La Révolution prolétarienne</i>	4 "
LÉNINE. — <i>Lettre aux ouvriers américains</i> ..	0 25
LÉNINE. — <i>Les Bolcheviks et les Paysans</i>	0 40
LÉNINE. — <i>L'Etat et la Révolution</i>	4 "
LÉNINE. — <i>Le Rôle des Jeunesses Communistes</i>	0 40
BORIS SOUVARINE. — <i>La 3^e Internationale</i> .. épuisé	
BORIS SOUVARINE. — <i>Eloge des Bolcheviks</i> ... épuisé	
TROTSKY. — <i>Terrorisme et Communisme</i>	7 "
TROTSKY. — <i>Le Terrorisme</i> épuisé	
TROTSKY. — <i>Les Soviets et l'Impérialisme mondial</i>	épuisé
CLARA ZETKIN. — <i>Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne</i>	0 75
.. <i>Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik)</i>	0 60
.. <i>Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste</i>	0 50
.. <i>Le Monde capitaliste et l'Internationale communiste (Manifeste du 2^e Congrès)</i>	0 75
.. <i>Statuts et Résolutions de l'Internationale communiste (votés par le 2^e Congrès)</i>	épuisé
.. <i>Hommage à la République des Soviets, par H. Barbuse, etc.</i>	1 25

En vente à la Librairie de « l'Humanité »

A NOS LECTEURS

Le Bulletin Communiste publiera, dans son prochain numéro, la première partie des thèses de Léon Trotsky sur le Front unique ; un article d'Henri Lehmann sur les crimes épouvantables de la réaction yougoslave et un chapitre du livre d'André Morizet, actuellement sous presse ; une importante étude de Zinoviev sur la grève et l'Etat ouvrier, ainsi que les procès-verbaux des séances du Comité directeur du Parti Communiste Français.

Un accident survenu à la clicherie nous oblige également à différer la publication du portrait de notre camarade Boukharine.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)
PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro 1 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 "	8 "
6 mois	13 "	14 "
12 mois	26 "	28 "

Adresser la correspondance à

René REYNAUD, 120, rue Lafayette, PARIS

VIENT DE PARAÎTRE :

Fernand LORiot

Un an après Tours

Une brochure	0 40
Les 25 exemplaires.....	8 fr.
Les 50 —	15 fr.
Les 100 —	25 fr.

En vente à la librairie de l'Humanité.



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical.

Le Gérant : R. APERCE.

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)
123, rue Montmartre, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.